



Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XX^e année

Num. 379

Paris, 1^{er} Janvier 1955

50, Rue Singer (XVI)

La liberté de presse sous le régime franquiste

Un État catholique ne saurait tolérer "la liberté de l'erreur". Un projet phalangiste contre les entreprises privées. L'offensive contre le journal A. B. C.

Se prévalant de son autorité en tant que ministre de l'Information, le phalangiste Arias-Salgado a obligé tous les journaux d'Espagne à consacrer deux pages à la reproduction intégrale de son discours de clôture du Conseil National de la Presse.

M. Arias-Salgado, ancien séminariste, avait profité de ce discours pour répliquer indirectement à un article que l'abbé Iribarren publia en faveur de certaine liberté de presse et qui avait valu à son auteur d'être éliminé de la direction d'« Ecclesia », à la suite de pressions du ministre et sur décision du cardinal-primat.

Dans son discours, émaillé de citations de divers pontifes, le ministre phalangiste repousse ce qu'il appelle « liberté de l'erreur, qui, au cours du siècle dernier, englobait les libertés de cultes, de conscience et de pensée, lancées et poussées par cette catapulte formidable que l'on a appelé la liberté de presse ».

Le ministre a ajouté que ces libertés, propres à un État libéral, sont incompatibles avec un État issu précisément d'une croisade contre tout libéralisme ; car l'Espagne est un État catholique, « concrétisation politique d'un pays inté-

gralement catholique », et, par conséquent, les représentants de la vérité et du bien ne sauraient reconnaître nulle liberté à l'erreur et au mal.

Il ressort du discours du ministre que c'est le gouvernement franquiste, plus exactement le phalangiste Arias-Salgado, qui doit définir la vérité et asphyxier l'erreur en orientant la presse vers le bien commun grâce à un système de contrôles et de pénalisations : la nomination des directeurs, le régime de censure (appelé hypocritement « consultation préalable »), les restrictions d'attribution de papier, les suspensions, les amendes, etc...

Enfin, le ministre phalangiste a établi la différence entre « l'opinion publique », qu'il tient pour un bruit, et « l'opinion nationale » qu'il définit ainsi : « C'est l'écho des faits reflétés par la partie du peuple dotée de conscience, de responsabilité et soucieuse du bien commun. Cette fraction du pays seule mérite d'être écoutée ».

On en conclut implicitement que le dictateur et ses amis seuls forment l'opinion nationale, et eux seuls ont le droit de parler et d'être écoutés. Le reste du peuple n'a pas de conscience, de responsabilité et n'a aucun souci du bien commun.

illusoire du juste droit des hommes à leurs propres convictions, et il se crée alors une atmosphère pesante, malsaine, fictive, qui, au cours des événements, laisse ces hommes sans défense, aussi fatalement que les odieux procédés chimiques trop connus aujourd'hui, les suffoque, les surprend et les oblige à livrer leurs biens et leur sang pour la défense et le triomphe d'une cause fautive et injuste ».

Après avoir fait connaître son hostilité contre le fait qu'en certains pays l'opinion publique ait été réprimée et que « l'on y permet seulement l'opinion des partis au pouvoir, des chefs ou des dictateurs », le pape censura énergiquement l'inertie qui se manifeste dans l'opinion publique, là où elle n'est pas soumise à des systèmes comparables à ceux qu'il condamne.

Vers un contrôle plus rigoureux de la presse

Le « New York Times » s'est occupé des nouveaux projets du général Franco visant le fonctionnement de la Presse. Une dépêche de son correspondant à Madrid, Mr Cianfarra, nous apprend notamment :

« On met la dernière main à un projet de loi qui permettra au gouvernement, non seulement de contrôler la presse, mais encore de diriger tous les quotidiens espagnols, même ceux appartenant à des particuliers. Le nouveau projet en question a été présenté par le ministre de l'Information, M. Gabriel Arias-Salgado, à un Conseil des ministres, qui s'est tenu sous la présidence du généralissime Franco. Il semble que les collègues de M. Arias-Salgado ont demandé qu'on leur laisse le temps d'étudier ce projet et ont proposé de le discuter lors d'un prochain Conseil. Le généralissime Franco a donné son accord.

« D'après les milieux journalistiques de Madrid, le nouveau projet, qui « affectera fondamentalement la propriété » du journal privé, a été élaboré sans que les propriétaires de journaux en aient eut connaissance ; ceux-ci ne l'apprirent qu'après la réunion ministérielle susvisée. Nombre d'entre eux se sont adressés au gouvernement pour lui demander d'être consultés avant toute décision ; et, selon des Espagnols bien renseignés, il paraîtrait que le général Franco serait susceptible d'accéder à leur requête.

« Le projet contient un préambule de plusieurs milliers de mots exposant les

Pie XII, les dictatures et l'opinion publique

Le ministre phalangiste a cru écraser l'abbé Iribarren par ses citations de textes pontificaux ; pourtant, il a oublié de rappeler le texte qui fait précisément autorité parce qu'il émane du souverain pontife actuel et vise toutes les dictatures.

À l'occasion du Congrès International des Journalistes Catholiques, qui s'est tenu à Rome en 1950, le pape Pie XII adressa au Congrès un message dans lequel il exhortait les journalistes catholiques à avoir « le courage de résister aux attaques des dictateurs contre l'existence d'une opinion publique bien informée ».

« Etouffer la voix du citoyen — ajoutait-il — la réduire au silence, est pour tout chrétien un attentat aux droits naturels de l'homme. C'est une violation de l'ordre universel que Dieu a établi. Nous avons l'espoir que les amères expériences du passé (allusion probable aux conditions existant sous les régimes nazi et fasciste) auraient servi de leçon, libéré la société, pour toujours, de la tyrannie scandaleuse qui supprime l'opinion publique, et qu'elles auraient mis fin à une situation constituant un

outrage humiliant aussi bien pour les journalistes que pour les lecteurs de la presse. Mais nous avons éprouvé, dans cet ordre d'idées, une aussi grosse désillusion que les journalistes eux-mêmes.

« Quelle que soit la raison — poursuivait le Pape — de supprimer l'opinion publique, cette suppression constitue un vice et un mal social. Le totalitarisme est nécessairement, par nature, l'ennemi de l'opinion libre et véritable des citoyens. Par sa véritable nature, il répudie l'autonomie que l'ordre divin accorde aux diverses sphères de la vie. Là où l'opinion publique cesse de fonctionner la paix est en danger. Quiconque veut se mettre au service de l'opinion publique, doit s'interdire à lui-même, et absolument, tout mensonge, toute protestation. N'est-il pas évident qu'une telle disposition d'esprit et de volonté suppose une réaction efficace contre le climat de guerre ? Car, si la prétendue opinion publique est dictée, imposée de gré ou de force, les mensonges, les préjugés partiels, les artifices du style, les effets de voix et de geste, l'exploitation du sentiment sont la cause déterminante de la transformation en chose

« raisons » qui militent en faveur de la nouvelle loi sur la Presse, et précisant la mission de la Presse en territoire espagnol, selon la conception autoritaire du régime de Franco. Viennent ensuite les 25 articles que comporte ce projet.

« On assure que le propriétaire d'un journal (que celui-ci soit la propriété d'un particulier ou qu'il appartienne à une entreprise) est « subordonné » à son directeur. C'est ce qui découle des articles, qui stipulent notamment :

« Le propriétaire pourra présenter « trois candidats au poste de directeur. « Si le ministre de l'Information estime « qu'aucun des trois candidats ne doit « être accepté, il pourra en désigner un « autre, même si ce choix n'était pas « du gré du propriétaire.

« Le directeur aura pour attributions « de décider non seulement de ce qui « doit être publié, mais aussi du volume « d'annonces devant être insérées, du « nombre d'exemplaires à mettre en « vente et de toutes autres questions, « sans que le propriétaire puisse intervenir dans ces affaires.

« Le directeur ne sera pas responsable « de sa gestion devant le propriétaire « du journal, mais devant le ministre « de l'Information.

« Le propriétaire devra allouer au directeur des appointements qui seront « fixés par le ministre intéressé.

« Le propriétaire ne pourra décider « du départ du directeur du journal, « sans y avoir été autorisé par le ministre. Au cas où sa demande ne serait « pas agréée par le ministre de l'Information, il pourrait interjeter appel « devant la Présidence du Conseil, qui « statuerait en dernier ressort.

« Le personnel de rédaction et d'imprimerie sera placé sous les ordres du « directeur, qui fixera la tâche de chacun pour la fonction littéraire et matérielle de la publication.

« Le directeur devra soumettre les « épreuves à l'approbation de la censure du Ministère de l'Information et « il sera responsable de l'orientation « doctrinale du journal, qui ne devra « naturellement pas faire échec aux « principes fondamentaux de l'Etat et « à ceux d'unité spirituelle, nationale et « sociale de l'Espagne. »

« Conformément à la loi sur la Presse actuellement en vigueur, promulguée en 1938 à titre de mesure « provisoire », le gouvernement exerce une censure préalable qui limite et inspire les éditoriaux. Il est habilité à infliger des sanctions et même, dans des cas graves, à faire saisir le journal. Néanmoins, le propriétaire a le droit d'intervenir dans les sujets n'y ayant pas un caractère purement politique ainsi que dans leurs commentaires. Il dirige et contrôle l'impression, la publicité et la vente des exemplaires ; il choisit le directeur, bien que la nomination de celui-ci doive être soumise à l'approbation du ministre de l'Information.

« On assure, dans les milieux journalistiques, que le nouveau projet de loi accordera au directeur — qui jouera, sous tous les rapports, le rôle de représentant du gouvernement — de tels pouvoirs, qu'il pourrait délibérément ou inconsciemment, faire tort à l'administration du journal et même causer sa ruine.

« Il y a actuellement en Espagne 116 quotidiens, dont 38 appartiennent à l'extrême droit du Parti officiel. Mais la nouvelle loi ne viserait pas les journaux phalangistes. »

Moins de papier pour le journal monarchiste

Le « New-York Times », sous le titre « En Espagne, on punit le quotidien monarchiste en lui restreignant le papier nécessaire à son impression », vient de publier cette dépêche de son correspondant à Madrid, Mr Cianfarra :

« On affirme, dans les milieux de presse, que le quotidien « ABC », considéré comme l'organe des monarchistes, s'est vu infliger une amende de 4.000 dollars. Cette mesure est considérée comme très significative du point de vue politique; on l'interprète dans ces milieux comme une indication du ressentiment officiel à propos des éditoriaux publiés par ce journal et de la politique monarchiste en général.

« Le mécontentement des milieux officiels pour la position prise par « ABC » s'est manifesté à maintes reprises au cours de cette année et il a été mis davantage en évidence depuis les élections municipales du mois dernier.

« On sait que M. Torcuato Luca de Tena, monarchiste, dont la famille est propriétaire dudit journal — un des plus importants d'Espagne — s'était présenté avec trois autres candidats aux sentiments nettement monarchistes, sur une liste généralement considérée comme étant opposée à celle parrainée par la Phalange. Ce dernier parti, dont le credo politique est modelé sur la doctrine totalitaire fasciste, s'oppose implicitement à la restauration de la Monarchie constitutionnelle en Espagne.

« Par ailleurs, M. Luca de Tena était directeur de « ABC » et le ministre de l'Information l'avait limogé en octobre 1953, sous prétexte qu'il avait publié des nouvelles et des éditoriaux hostiles à la politique officielle.

« Dans les milieux en question on ajoute que l'amende se présente sous forme d'une réduction de la fourniture de papier de presse attribué aux publications par les organisations contrôlées par le gouvernement et connues sous le nom de Syndicats. Ce papier est cédé aux journaux à un prix inférieur à celui du marché libre.

« La fourniture du papier aux journaux est contrôlée par une section des Syndicats placés sous le contrôle de la Phalange, parti considéré comme étant de droite mais ayant un caractère extrémiste dans le cadre du régime du généralissimo Franco. Ladite section est en liaison avec le ministre de l'Information et de la Propagande pour déterminer la quantité de papier devant être fournie aux 110 quotidiens espagnols et autres publications.

« Faute d'annonces et par suite du peu de ventes la majorité des quotidiens espagnols, dont 38 appartiennent à la Phalange espagnole, se heurteraient à d'innombrables difficultés pour continuer de paraître s'ils devaient acheter le papier au marché libre.

« Bien des journaux auxquels on attribue du papier en quantité excessive par rapport à leurs besoins, vendent leurs surplus au prix du marché libre à d'autres journaux à plus fort tirages.

« ABC » assure avoir une vente quotidienne de 80 à 90.000 exemplaires et de 135.000 le dimanche. Ainsi, la quantité du papier à prix réduit qui lui est attribuée mensuellement ne suffit-elle pas à faire face à ses besoins.

« Quant à « Arriba », organe de la Phalange (qui a près de 5 millions de membres y compris les travailleurs en-

rôlés dans les syndicats) on estime qu'il a une vente quotidienne de 10.000 exemplaires ; c'est ce que l'on dit dans ces milieux.

« Au cours d'une réunion, qui s'est tenue au siège central des syndicats, il a été décidé que l'attribution mensuelle de papier à « ABC » subirait une réduction de 50 tonnes. Ce qui revient à dire que le journal monarchiste devra acheter au prix du marché libre le papier qui ne lui sera plus alloué, soit un débours mensuel de 327 dollars.

« La décision de réduire l'attribution de papier à ce journal est due — toujours selon les mêmes milieux — non seulement au fait que M. Luca de Tena se soit porté candidat monarchiste aux dernières élections municipales, mais aussi parce qu'il n'a pas observé la consigne officielle — suivie par les autres journaux — de consacrer un article éditorial à louer la victoire électorale des candidats parrainés par le gouvernement, en tant que représentants du « Mouvement National ».

Un décret de la Présidence du Conseil, en date du 26 janvier 1953, fixe l'attribution maximum de papier de presse de fabrication nationale, pour les quotidiens, à 2.000 tonnes par mois, au prix de 5 ptas 75 le kilo. D'autre part, « La Voz de España », de Saint-Sébastien (journal phalangiste), publiait le 13 mars, le compte rendu d'une conférence faite par son sous-directeur M. José-Luis Banus. Celui-ci précisait que 75 % des journaux espagnols auraient déjà disparu s'ils ne jouissaient de la protection leur permettant d'acheter le papier à un tarif réduit. En Guipuzcoa, où il semble y avoir le plus grand nombre de lecteurs par rapport à la population, il n'est vendu qu'un exemplaire par 29 habitants.

Le recteur de l'Université de Madrid et l'ombre du poète Garcia Lorca

Le Recteur de l'Université de Madrid, M. Lain Entralgo, était invité à donner une conférence à l'Institut d'Etudes Supérieures de Montevideo. Le sujet en était une éloge de Unamuno. Cette conférence commença en retard ; et l'orateur, après avoir exprimé sa gratitude pour l'invitation qui lui avait été faite, ajouta qu'il ne pouvait en faire autant à l'adresse de l'Université, qui avait organisé un cycle de conférences et ne l'avait même pas invité à y prendre part. Des étudiants, qui se trouvaient parmi les rares auditeurs admis à suivre la conférence, en raison de l'exiguïté de la salle, se mirent à crier : « A bas Franco ! », « A bas les assassins de Garcia Lorca ! » La police dut intervenir, qui jeta dehors les perturbateurs.

A la fin de la conférence du délégué espagnol, il y eut de nouvelles manifestations d'hostilité à l'égard du régime franquiste ; des cris, des horions, motivèrent de nouveau l'intervention de la force publique. Quelques étudiants uruguayens furent appréhendés. L'orateur, protégé par les organisateurs de la réunion, dut prendre le large en voiture afin d'échapper au chahut.

Châteaux en Espagne

Le prétendant, le dictateur et leurs enfants

MADRID, décembre (De notre correspondant particulier). — Les gens ont déjà oublié les « élections » municipales. Si tant est qu'ils y aient sérieusement pensé. Mais les monarchistes ne sont pas à la veille de les oublier, soit qu'ils en aient éprouvé une déception, soit qu'ils y aient trouvé un encouragement.

Certains royalistes des plus en vue n'étaient guère partisans d'une telle aventure, où il n'y avait rien à gagner vu le régime et ses méthodes. D'autres en acceptaient l'idée, mais ils trouvaient cet essai semé d'écueils. Mais tous les monarchistes sont d'accord pour estimer que le régime, en leur donnant autant d'importance, a prouvé qu'il avait peur et avoué ainsi sa faiblesse. Autrement, no ne s'expliquerait pas que le gouvernement et ses agents aient commis autant de bourdes. Et les monarchistes répètent à qui veut les entendre :

Quelques jours avant les élections, on arrêta les colleurs d'affiches de la maison « La Taurina », généralement chargée ed ce travail et qui le fait d'une façon industrielle. Après avoir appréhendé ces colleurs d'affiches professionnels, qui n'avaient commis d'autre délit que de coller les affiches des candidats monarchistes, la police saisit plus de six mille affiches qui, naturellement, ne purent être placardées ; ainsi, la propagande murale de ces candidats était pratiquement nulle par rapport à celle des candidats phalangistes.

La propagande par voie de presse était tout aussi handicapée ; « ABC », bien qu'un de ses propriétaires-directeurs fût candidat, ne put faire aucune propagande particulière à propos du candidat de la maison. La samedi, veille des élections, « ABC » dut faire une large place aux cérémonies qui se déroulaient à l'Escorial pour commémorer la mort du fondateur de la Phalange, et publier une série d'articles relatifs à celui-ci, notamment un papier du phalangiste Giron, ministre du Travail. Aussi ne restait-il plus de place pour la propagande électorale, comme le disaient ingénument certains monarchistes.

Néanmoins, ce n'était pas une question de place mais de régime. La preuve en est que la candidature monarchiste n'a pas eu accès à la Radio ; pas plus qu'elle n'en avait eu sur les murs de la ville. Les monarchistes n'eurent pas droit aux ondes ; pas plus qu'ils ne l'avaient eu à la colle de pâte. Par contre, les candidats phalangistes — ceux du gouvernement franquiste, du « Mouvement » — disposèrent de toutes les émissions et employèrent des slogans de cet acabit : « Un million de morts, un million de morts, un million de morts ». On entendait ce refrain : « Ils peuvent être indépendants ; nous non, car nous dépendons de Dieu ».

Le jour des élections, à quatre heures du matin, la Commission de Recensement changea son cachet ainsi que le libellé des lettres de créances des contrôleurs. De la sorte, plus de six cents contrôleurs désignés par les monarchistes ne purent exercer leurs fonctions.

Afin qu'il ne manquât rien, on se livra à des agressions dont furent victimes mesdames de Fanjul et de Satrustegui,

femmes de deux candidats monarchistes ; on perpétra aussi un coup de main contre le marquis de la Rambla. Ce dernier, connu sous le nom d'Emilio Meneses de Orozco, est commandant de cavalerie, mutilé de la guerre civile, et a appartenu à la Division Bleue. En dépit de tous ces titres, la voiture de cet officier fut assaillie en pleine Gran Vía et les agresseurs purent s'emparer de plus de trois cents cartes de délégués et laissèrent le marquis fort mal en point.

En définitive, l'immense majorité des bureaux de vote n'avaient d'autres bulletins que ceux des candidats phalangistes offerts par la Section féminine de la Phalange et par les brutes du Front des Jeunesses.

Les monarchistes en déduisent que la faiblesse du gouvernement, et, par conséquent, celle du régime, a été mise en évidence : pour une élection de quatre conseillers municipaux, à Madrid, il a dû mobiliser toutes ses forces et employer toutes sortes de coactions, de violences, de pressions inavouables. Une personnalité monarchiste a résumé ainsi la leçon de ces événements :

— L'échafaudage du régime a été ébranlé du haut en bas ; et uniquement parce que « quatre petits messieurs de la calle Serrano » — comme l'on dit — ont osé se présenter pour leur propre compte, sans argent, sans organisation, sans garanties. Le régime a prouvé qu'il ne pouvait plus vivre sans s'appuyer sur la force. C'est ce qu'il en est resté dans la conscience publique et ce que l'on a gagné à ces « élections ».

Les monarchistes assurent que, s'il y avait eu liberté de propagande et la moindre honnêteté électorale, la victoire de leurs candidats eût été incontestable. C'est possible. Toutefois, il est à remarquer que ces « élections » n'étaient, en somme, qu'une lutte de groupes au sein d'une minorité. Les monarchistes eux-mêmes nous en donnent une preuve en reconnaissant que le nombre d'abstentions fut énorme. Car ce ne sont pas 85 % des électeurs qui ont voté — comme l'a dit le phalangiste Blas Pérez, ministre de l'Intérieur —, mais 33 % seulement, comme les monarchistes l'ont affirmé. (O.P.E.)

ENTRE LA DICTATURE ET L'APATHIE

Un éditorial du « New York Times » a parlé des élections de Madrid dans les termes suivants :

« Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu en Espagne ne doivent pas être prises sérieusement pour de véritables élections. Elles ne sauraient être interprétées comme l'expression du sentiment populaire ou pour marquer des préférences ; ce sont des élections dans le genre de celles qui se font de l'autre côté du rideau de fer. Sur ce point, c'est-à-dire sur les méthodes du totalitarisme, l'extrême droite et l'extrême gauche sont d'accord : c'est tout à fait la même chose. La théorie commune est que le régime, qu'on l'appelle communiste, nazi, péroniste ou phalangiste, voudrait apparaître comme l'expression la plus large du désir populaire, et, en cela, il est « démocratique ».

« A Madrid — mais seulement dans la capitale et nulle part ailleurs — on a fait des efforts pour présenter une candidature monarchiste à côté d'un indépendant. Mais l'on ne saurait dépasser le contrôle du gouvernement ni l'apathie de la masse, qui ont été mis en évidence sur le plan politique au cours des derniers mois. »

L'ATTITUDE DE LA PRESSE MONARCHISTE

En ce qui concerne le contrôle de la dictature, signalé par le « New York Times », la preuve en est que le gouvernement n'a pas seulement escamoté les voix des monarchistes de Madrid mais qu'il a également obligé ceux-ci à déclarer publiquement qu'ils avaient été battus légalement et loyalement.

Le quotidien « ABC » dut reproduire sans commentaires les déclarations du ministre de l'Intérieur relatives à la légalité des élections, au pourcentage que la candidature gouvernementale avait remporté dans les quartiers populeux et à l'échec de ceux qui avaient voulu donner un sens politique à des élections administratives.

La Radio-Nationale et la presse phalangiste ont insisté sur ces sujets et taquiné les monarchistes, en disant par exemple que les quartiers populeux de Madrid avaient donné « un exemple salutaire à ceux qui, vivant dans les beaux quartiers, ont procédé avec cette même frivolité qui avait amené, voici vingt-trois ans, une série de catastrophes ». « Les résultats électoraux — proclame la Phalange — démontrent que, en dehors du régime, il n'est point de voie légale, ni même de voie populaire : le peuple de Madrid, fidèle représentant de l'Espagne tout entière, a solennellement manifesté que, quant aux formes politiques, il n'aspire à rien qui soit en dehors du Mouvement National ». Enfin, toute la presse a dû reproduire un discours du général Franco devant certains représentants phalangistes et qui se termine par :

« Merci à tous pour cette foi et cette union étroite que vous m'offrez, certains que le Mouvement National est le plus noble, le plus ferme et le plus sûr, et que nous ne permettrons jamais, sous quelque prétexte que ce soit, d'être dévié ou mis en danger par quiconque ».

Au sujet de la révision et de la discussion des résultats électoraux, « ABC » a fait savoir que les monarchistes avaient présenté 37 requêtes qui ont été discutées au cours d'une réunion de neuf heures, où ont été revus les 1.077 procès-verbaux avec de « minutieux scrupules » ; mais l'organe monarchiste ajoutait que, après cette révision scrupuleuse, la victoire des candidats phalangistes avait été proclamée « avec une supériorité de près de 500 % sur les candidats suivants »... qui étaient monarchistes.

LES DOLEANCES DES MONARCHISTES

Alors que leurs journaux se voyaient contraints à faire le jeu du gouvernement, les monarchistes adressaient à celui-ci une requête dont nous relevons les points principaux dans cette information du « Monde » :

« Les candidats monarchistes qui se présentaient le 21 novembre aux élections municipales de Madrid ont adressé à M. Carrero Blanco, ministre, vice-président du conseil espagnol, une lettre dans laquelle ils énumèrent les principales irrégularités relevées au cours de ces élections :

« 1° les notaires de Madrid « furent relevés de se tenir à la disposition exclusive de la liste du *Movimiento* ». Sept d'entre eux néanmoins négligèrent la consigne : leur nombre restreint ne permit d'assurer un contrôle authentique que dans un petit nombre de bureaux de vote ;

« 2° Les monarchistes « demandèrent d'autoriser cent douze fonctionnaires à témoigner en faisant acte de notaires. Cette demande fut refusée » ;

« 3° « La police arrêta le personnel professionnel chargé de coller les affiches » de la liste monarchiste ;

« 4° « La censure interdit que fût donnée aucune publicité à cette liste par la presse, la radio et le cinéma » ;

« 5° « Les dossiers de deux cent quatre-vingt-deux délégués des monarchistes au contrôle des scrutins furent retenus par la commission électorale de Madrid en même temps que les cartes officielles de ces délégués. Constat notarial fut dressé » ;

« 6° « Vingt-trois cartes de délégués ayant été délivrées, leur porteur fut assailli et les cartes volées. Constat fut dressé » ;

« 7° Partout où furent présents des délégués monarchistes aux côtés des délégués phalangistes aux bureaux de vote, « la liste des premiers obtint environ le double des voix de la liste de la Phalange » ;

« 8° Dans tous les bureaux de vote où les sept notaires purent se présenter ils constatèrent soit des urnes charriées, soit des refus d'admettre les délégués monarchistes qui avaient pu obtenir leur carte officielle, soit des expulsions de ces délégués au moment du scrutin ». Il fut dressé constat de nombreux cas de violences, dont certains à main armée, parfois contre les notaires eux-mêmes.

« 9° Au moment du scrutin « dans la plupart des bureaux de vote se présentèrent des individus se donnant comme délégués du scrutateur civil qui interdirent que le scrutin eût lieu en public, se saisirent de la documentation et des sceaux, et firent sortir de la salle le président du bureau ». Il fut dressé de ce fait autant de constats que le permit le nombre des notaires à la disposition des monarchistes ;

« 10° Un avocat « qui transportait les dossiers d'ensemble des élections fut attaqué par deux hommes, qu'il mit en déroute. Plainte fut portée. »

« Les candidats monarchistes rappellent qu'ils sont « connus comme Espagnols qui ont adhéré avec ferveur aux lignes capitales de la croisade ». Ils concluent que « les résultats véritables de ces élections sont probablement ignorés du gouvernement lui-même, étant donnée l'attitude des soi-disant délégués du gouvernement civil ». Ils regrettent que les responsables de ces irrégularités aient manqué l'occasion de donner au monde un exemple de maturité politique en appliquant la lettre, jusqu'ici morte, de la loi électorale ».

LA SUCCESSION DE FRANCO

Le général Franco, qui vient d'avoir soixante-deux ans, a déclaré à un journaliste cubain :

« Si le problème de ma succession n'était pas résolu au moment de ma mort, parce que je ne l'aurais pas liquidé moi-même, le Conseil de Régence serait convoqué ; l'Espagne aurait alors soit un prince régnant, soit un régent, et elle suivrait son chemin sans qu'aucune de ses institutions ne soit changée ».

Après avoir rappelé que l'Espagne a été une monarchie durant presque toute son histoire, le général Franco a expliqué : « Cela ne veut pas dire que l'on reviendra purement et simplement à la forme de monarchie que l'Espagne avait quand ce régime a disparu. Par contre, on conserverait l'essence de l'institution monarchique, sous la direction d'une seule personne ».

Le général a assuré également que « si la personne désignée en application de la Loi de Succession ne remplissait pas les conditions requises, on pourrait faire appel à un régent ».

En un mot, le roi monterait sur le trône quand il plairait à Franco ; et il est fort possible que, sur son désir, il ne viendra jamais et qu'on ne ferait appel à lui qu'en cas de force majeure, c'est-à-dire à la mort du dictateur. Il n'est même pas certain que le monarque soit l'enfant don Juan ou son fils ; on insinue même que ce serait ce dernier et que, en ce cas, on nommerait un régent si Juan-Carlos n'avait pas encore l'âge exigé par la loi. Mais ce qui est encore plus évident, c'est que, dans l'esprit de Franco, la Monarchie ne saurait être que la continuation du régime actuel, en vertu de la fameuse formule de la Phalange : « Monarchie ? Pourquoi pas, du moment que le roi serait un phalangiste de plus ? ».

UN AUTRE PERSONNAGE ENTRE EN SCENE

Les déclarations du général Franco ont été interprétées par l'organe de la Phalange comme une affirmation selon laquelle la voie héréditaire n'est plus fondamentale, mais subsidiaire, pour l'accès à la plus haute magistrature de l'Etat.

Quelques jours plus tard, les époux Cristobal Martinez et Carmen Franco avaient un enfant mâle : Francisco Martinez Franco. Petit événement familial ? Que nenni ! Si l'on en croit l'organe de la Phalange, il s'agit d'un motif d'allégresse pour 28 millions de citoyens :

« Toute l'Espagne — écrivait le quotidien « Arriba » — a fait entièrement sienne la noble joie du Caudillo, qui voit en son premier petit-fils, sa lignée militaire, héroïque et constamment au service de la Patrie, heureusement continuée. Au foyer du Pardo parviennent de tous les foyers espagnols les marques les plus fidèles et les plus sincères de congratulation. De notre maison, de « Arriba », nous nous associons aujourd'hui à la joie qui inonde le cœur de notre Chef National ».

FRANCO, FONDATEUR DE DYNASTIE

Finally, comme si l'on allait donner au régime franquiste un caractère de monarchie héréditaire et habituer les gens à considérer la famille Franco comme une dynastie régnante, les Cortés viennent de faire du nouveau-né Fran-

cisco Martinez un deuxième Francisco Franco.

La nouvelle session des Cortés à peine ouverte, le président de l'assemblée M. Esteban Bilbao, prononçait un discours pour annoncer qu'« un heureux événement rempli de joie le foyer du généralissime : la naissance d'un petit-fils ».

Il parla avec chaleur des sympathies éveillées par la maison du Caudillo « où celui-ci travaille jour et nuit au bien-être et à la tranquillité de sa patrie ». « Aussi — ajouta-t-il — ses joies sont-elles les nôtres, et les Cortés espagnoles ne sauraient se borner à célébrer cet événement, quelle que soit l'affection qu'elles pourraient y mettre ; elles ne peuvent se contenter de présenter des félicitations ; leur attitude doit être digne de la naissance de ce nouvel Espagnol. Je suis sûr que les Cortés accepteront avec joie de lui donner les nom et prénom qui perpétueraient ceux de Francisco Franco, si glorieux pour notre Patrie ».

Puis M. Bilbao donna lecture d'une lettre du comte d'Argillo, dans laquelle celui-ci faisait remarquer que, quand son fils Cristobal se maria avec la fille du Généralissime, on avait fait le projet, s'il naissait un enfant mâle, de cette union, de donner au nouveau-né le nom de Franco. « Ce souhait peut être exaucé maintenant — ajoute le comte d'Argillo — si l'on remplit les formalités nécessaires ».

Le Président des Cortés souligna alors que le Chef de l'Etat avait droit à tout cela, car il sut conserver intacte l'intégrité de la Patrie. « C'est le diplomate, le dirigeant, qui nous a rendu notre prestige international perdu, qui, ayant trouvé une Espagne en ruines, à la suite de discordes qui urdèrent un siècle et demi, nous a rendu une Espagne unie où règne l'ordre, grande, libre, qui peut regarder l'avenir avec l'assurance qu'elle retrouvera les jours de gloire dont parle son Histoire. Pour tout cela, est-il meilleur hommage que d'accéder à cette proposition, qui est une grâce pour le comte d'Argillo et un hommage que nous rendons au Chef de l'Etat ? ».

Et aussitôt de proposer la motion suivante :

« Les Cortés espagnoles faisant leurs vœux du comte d'Argillo, qui sont également ceux des parents, et pour rendre hommage au Chef de l'Etat, décident de donner les nom et prénom de celui-ci à son nouveau petit-fils, qui s'appellera Francisco de Asis Franco y Martinez Bordiu, et de s'adresser au Ministère de la Justice afin que celui-ci remplisse les formalités nécessaires ».

La Chambre a approuvé cette proposition par acclamations. Et M. Bilbao d'ajouter : « Francisco Franco, premier petit-fils de Francisco Franco, Caudillo d'Espagne ! »...

ENTREVUE FRANCO-DON JUAN

MADRID, 28 décembre. — Une entrevue entre le général Franco et le prétendant Don Juan aura lieu mercredi en territoire espagnol, dans une localité dont le nom n'a pas été révélé, de la province de Cacerès (Extremadure).

Le général Franco qui, cet après-midi, se trouvait encore dans sa résidence madrilène du Pardo, se rendra par la route en Extremadure, où il arrivera en fin de matinée.

L'entrevue du chef de l'Etat espagnol et du prétendant Don Juan se déroulera

dans un lieu de la province de Cacerès qui est encore tenu secret mais que l'on croit situé au voisinage de la frontière hispano-portugaise, à 150 kilomètres environ de Lisbonne.

On ignore encore les noms des personnalités qui accompagneront le général Franco au cours de ce voyage. Il est probable cependant que l'entrevue elle-même se déroulera en tête-à-tête.

L'entrevue, la première depuis six ans, portera sur le programme d'études supérieures auquel sera soumis le fils aîné du prétendant, le prince des Asturies, Juan Carlos.

Un accord complet sur ce point doit être attendu à la suite des récents pourparlers à ce sujet entre Madrid et l'Estoril, et l'entrevue peut d'ores et déjà être considérée comme la sanction de cet accord entre le chef de l'Etat espagnol et le chef de la Maison de Bourbon.

Le principe d'une « éducation espagnole » de Juan Carlos, par étapes successives dans diverses hautes institutions militaires du pays a été préconisé par le général Franco, soucieux de préparer la voie à une application future des articles 8 et 9 de la loi de succession de 1947. Mais le prétendant Don Juan s'est jusqu'ici refusé à renoncer par lui-même aux droits que lui confère sa naissance.

Nicolas Franco fait un voyage d'affaires

Sans préciser la source de son information, un journal espagnol a donné la nouvelle suivante :

« Une délégation économique espagnole, dans laquelle figure M. Nicolas Franco, est arrivée à Hambourg. Cette délégation doit visiter le Nord de l'Allemagne, sur l'invitation d'un groupe d'industriels allemands. Au cours de leurs conversations, les Espagnols discuteront l'éventualité d'une participation des entreprises allemandes au développement économique et industriel de l'Espagne. »

**

Nous lisons dans « Le Monde » :

« Des conversations sont en cours, à Hambourg, entre une délégation espagnole et des industriels allemands pour étudier la participation de ces derniers à la construction des bases américaines en Espagne. »

NECROLOGIA

A los 68 años ha fallecido en Méjico doña Julia Iruretagoyena, viuda del fundador de las Juventudes socialistas de España, Tomás Meabe, e hija del que fué alcalde republicano de Irún, don León Iruretagoyena, fallecido también en Méjico.

— En Amberes falleció el día de Navidad nuestro amigo M. Jules Christiaens, esposo de Ignacia Goya. El finado fué comandante de ametralladoras en el Ejército de Euzkadi.

— A los 83 años ha fallecido en Tolosa don Ignacio Iturrioz Otegui, cuyo hijo Francisco se encuentra emigrado en Francia.

— En Neguri falleció, a los 74 años, doña Fermína Orbe, madre del sacerdote don Enrique Arteta que, exilado hace años en Francia, hoy es cura párroco en Santiago de Cuba.

Les mitres doivent s'incliner devant les kepis

EN ESPAGNE LES DICTATEURS MILITAIRES ONT DEJA CHATIE DEUX CARDINAUX

« El Socialista », de Toulouse, vient de faire paraître un article dans lequel M. Indalecio Prieto rappelle la façon dont « chacune des deux dictatures militaires espagnoles, au cours du XX^e siècle, a puni, ou, plus exactement, a pu faire châtier un cardinal : celle de Miguel Primo de Rivera, Son Eminence Mgr Francisco Vidal y Barraquer, archevêque de Tarragone, et celle de Francisco Franco, Son Eminence Mgr Pedro Segura y Saenz. »

Le leader socialiste évoque les jours où l'ancien député républicain Marcelino Domingo se trouvant gravement malade à Madrid, les visites qu'il recevait à cette occasion firent croire à la police qu'il s'agissait d'une réunion de conspirateurs. Les policiers perquisitionnèrent la chambre de M. Domingo et emportèrent deux lettres. M. Prieto nous dit à propos de la seconde :

« L'autre lettre saisie par les policiers, écrite en catalan et portant l'entête de l'Archevêque de Tarragone, était signée du cardinal Vidal y Barraquer. Dans un post-scriptum, quelques mots condamnaient le régime dictatorial de Primo de Rivera. Pourtant, si le post-scriptum irritait ce dernier, le libellé tout entier, rédigé de façon sybilline lui paraissait suspect. Le prélat y parlait d'une délicate affaire de famille soumise à sa médiation et on y relevait des phrases intelligibles pour des tiers. On ne put ôter de l'esprit du dictateur que l'archevêque de Tarragone et l'ancien député de Tortosa employaient des moyens cryptographiques pour s'entretenir d'une ténébreuse conspiration. En outre, le post-scriptum n'était-il pas suffisamment clair ? »

« Mgr Vidal y Barraquer était considéré comme la personnalité la plus en vue de l'Episcopat espagnol. Avant que sa vocation religieuse ne l'eût conduit à la prêtrise, il avait été inscrit au barreau de Barcelone. Nommé archevêque de Tarragone, il administra brillamment un héritage difficile qu'il tenait de Mgr Antolin Lopez Pelaez, la tête la plus éminente qu'ait eu le Clergé espagnol de ce siècle.

« Mgr Lopez Pelaez, originaire de Léon, à peine installé à son siège tarragonais, créait au Séminaire des chaires de langue et de littérature catalanes ; il y apprit la langue du pays, dans laquelle il devait prononcer fort correctement ses sermons.

« Si son prédécesseur s'était conduit de la sorte, quelle devait être l'indignation de Mgr Vidal y Barraquer, catalan cent pour cent, devant les efforts de Primo de Rivera tendant à « décataniser » la Catalogne, prétendant étouffer sa langue et interdisant ses danses les plus typiques ? C'est en somme ce à quoi s'obstine maintenant Franco quand il veut « débasquiser » le Pays basque.

« Vidal y Barraquer, homme de droit, avait horreur du système arbitraire de la dictature et, en tant que Catalan, il était blessé dans son for intérieur par tout ce qui touchait à la Catalogne. Il ne pouvait moins faire que d'extérioriser sa pensée meurtrie en communiquant, dans la langue qu'ils avaient appris de leurs mères, avec un compatriote catalan et également tarragonais.

« Primo de Rivera obtint de Rome que le cardinal Vidal y Barraquer quittât l'Espagne, où l'expatrié ne devait retourner qu'après la disparition de cette dictature grotesque qui eut le mérite, comparée à la dictature actuelle, de ne pas se souiller les mains de sang.

« Mgr Vidal y Barraquer protesta tout autant contre la seconde dictature militaire en refusant résolument sa signature au bas de la lettre collective de l'Episcopat, qui justifiait le soulèvement et y applaudissait. Il est mort en Suisse, loin de sa chère Catalogne.

« Le cardinal Segura n'a ni le talent, ni la culture, ni la pondération, qui étaient les traits de Mgr Vidal y Barraquer. On a puni ce dernier parce qu'il n'était pas d'accord avec Primo de Rivera ; on a châtié Mgr Segura parce qu'il ne s'était pas rallié à Franco. »

Le leader socialiste en tire la leçon suivante :

« Sous les dictatures catholiques on ne permet à aucun prélat, même appartenant au Sacré Collège, d'avoir d'autre opinion que celle du dictateur. Leurs Eminences doivent se soumettre à leurs Excellences. Le chapeau doit s'incliner devant le képi. »

Un grand film en couleurs sur le Pays Basque

M. Raymond Bricon, attaché à la firme Walt Disney, vient de s'installer à St-Jean-Pied-de-Port, en compagnie de deux opérateurs de cinéma.

Il se propose de tourner, en douze mois, 20.000 mètres de pellicule en couleur pour cinémascope, afin d'en tirer un film de 2.500 mètres.

On a déjà enregistré des images sonores et des chansons à San-Martin-de-Arosa, St-Jean-le-Vieux et Uhart-Cize. A Hélette, une ferme typique a été choisie pour filmer des scènes familiales et champêtres.

L'équipe se transportera ensuite dans la Soule, où seront prises des scènes pastorales.

Ces dernières semaines ont été consacrées à la chasse à la palombe, à Etchalar, Leizarrieta et Oskis.

Pour le côté folklorique du film, divers groupes de chanteurs et de danseurs ont été invités ; des bertsolaris, des directeurs de « pastorales » et de « mascarades » ont offert leur concours.

M. Bricon est assisté du directeur du Musée Basque, le commandant Boissel, de son adjoint, M. Ithurriague, de MM. Philippe Veyrin et Pierre Laffitte.

M. Bricon a l'intention de se rendre de l'autre côté des Pyrénées pour y tourner quelques scènes.

Ce film aura pour titre « Les Basques et leur pays ». Les dialogues seront traduits en cinquante langues. On estime qu'environ cinq cents millions de spectateurs iront le voir et l'entendre.

Ce film coûtera quatre-vingts millions de francs.

El Día del Euskera en América

De diversas capitales de América informan haberse celebrado el Día del Euskera, que en Buenos Aires tuvo especial importancia.

Organizado por el Instituto Americano de Estudios Vascos y con la adhesión de todas las sociedades vascas, se celebró un acto académico en el aula magna de la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad Nacional de Buenos Aires, disertando el señor López Mendizabal sobre « Características notables del euskera ». Seguidamente el Padre Bonifacio de Ataun, dió una conferencia sobre el primer libro publicado en euskera.

Al día siguiente, en los locales del « Laurak-bat », tuvo lugar un homenaje a la memoria de Arturo Campion, interviniendo don Benito Montoya, don Joaquín de Gamboa y la artista Perla Jorgerich Beascochea.

En Méjico se celebró también el Día del Euskera leyéndose un interesante trabajo del euskeralogo don Juan de Adarraga; intervino asimismo el señor Oiaizola, participaron los niños de las familias, Belaustegui, Beistegui, Izaurieta, Jáuregui y Luisa, y hubo una parte musical a cargo de Azarola, Alegre, Madariaga y señorita Amantegui. Con motivo del centenario del nacimiento de Campion, se leyó un trabajo sobre el eminente polígrafo vasco.

También en Caracas se celebró el Día del Euskera con una interesante velada.

**

Montevideo, Diciembre. — Con asistencia de numerosas personalidades y entre ellas el ministro de Instrucción Pública, señor Zavala Muñiz y el rector de la Universidad, señor Agorio Salaberry, se celebró el Día del Euskera con una velada que tuvo lugar en el salón del centro « Euskal-Eria ».

D. Javier de Landaburu, presentado por el señor Amézaga, dió una conferencia en la que explicó la significación del Día del Euskera, instituido y fomentado por la Sociedad Internacional de Estudios Vascos a la que pertenece el orador. Este expresó el agradecimiento de los vascos al gobierno uruguayo por haber establecido una cátedra de cultura vasca en la Universidad Nacional, y pasó a considerar el porvenir del euskera:

« Colocado — dijo — entre dos lenguas que han creado dos grandes civilizaciones, la española y la francesa; situada en el paso entre la Península ibérica y el continente europeo en uno de los caminos que unen Europa occidental con Africa, el euskera fué arma defensiva de las características vascas.

« Así ha vivido hasta hoy. ¿ Vivirá mañana? Hay razones para que siga viviendo. Por derecho natural nadie tiene derecho a matar una lengua. El concepto de genocidio ha creado una nueva figura de delito que se ha incorporado ya a las leyes positivas. Ese delito está hoy definido y sancionado. Pero hay otro medio de matar una lengua: el abandono de los que la hablan. Y esto ya no es fruto de odios políticos ni de antagonismos raciales, es un delito de suicidio colectivo, y de fraude a la cultura universal, un crimen contra el propio país y contra la humanidad entera. Una lengua no sólo es patrimonio del pueblo que la habla, sino que también es parte del caudal universal. Y así co-

mo el derecho de propiedad debe estar limitado por razones de interés social, tampoco puede ser omnimodo el derecho del pueblo que posee un idioma y lo pierde por negligencia.

« Una lengua no es una característica heredada por el gusto de hablar de manera diferente a los otros pueblos, no es solamente característica nacional, porque a veces no lo es. Un idioma es un modo natural que el pueblo tiene para expresar sus sentimientos, sus necesidades, su mentalidad, su espíritu. Es la cara externa de su personalidad. Hoy, el módulo para medirnos no es ya la nación, es el mundo compuesto de naciones varias. Todo lo que afecta a los derechos de un grupo étnico, de un grupo nacional, repercute en la salud del mundo. Ocurre con los derechos nacionales lo que pasa con los conceptos de autaridad, de justicia, de democracia y de libertad. Necesitan que todos los pueblos los respeten y los defiendan. Es indispensable una interdependencia. Ha de llegar el día en que los atentados contra esos principios tendrán su corrección y su sanción, dondequiera que se registren. La Revolución Francesa que tanto hizo por el individuo, descuidó los derechos de las comunidades, de las colectividades. La revolución que hoy vivimos, tendrá consecuencias insospechadas para la protección de las lenguas, de las creencias, de las razas, de las conciencias, de todo lo que formando la nación integra la humanidad. Unión no es uniformidad.

« La lengua vasca merece todas esas protecciones. El euskera decae lentamente en su uso hablado. Sin embargo, hoy se habla en las cinco partes del mundo y se escribe más que nunca. No ha existido una literatura euskérica, y hoy empieza a haberla. Para estimularla, los escritores deben huir del academicismo y del pedantismo, han de escribir como habla el pueblo, para obviar dificultades. Constituyen los vascos un pueblo donde casi no existe el analfabetismo; pero hay muchísimo vasco analfabeto en euskera, porque siendo distinto el euskera oral del escrito, muchos rehúsan hacer el esfuerzo de leerlo.

« Se dice, también, que el euskera no es idioma práctico. Sin embargo muchos vascos abandonan su lengua para hablar el castellano o el francés de manera horrible, y se convierten en personajes de sainete. La nueva pedagogía aconseja que la enseñanza fundamental se haga en la lengua materna. Por no ocurrir así, se crea en muchos compatriotas nuestros al ir a la escuela y estudiar en español o en francés desde el primer curso, un « handicap », un complejo, una disminución que los hace menos aptos para la relación social y aun para el estudio.

« No hay más solución que una autonomía cultural que nos permita mantener la primera enseñanza en euskera. Pero no hay autonomía cultural sin autonomía política. Aun cuando no es éste el momento ni el lugar de definir tal autonomía, se sabe de sobra que los vascos, sean cuales fueren sus ideas políticas, son acérrimos defensores de sus libertades y, especialmente, de la libertad de su lengua.

« Pero aún hace falta algo más que tener ilusiones políticas: hace falta voluntad de subsistir como pueblo. Sin ella, las instituciones, incluso las cultu-

rales, resultarían puramente decorativas. Esa voluntad que el vasco manifiesta tenazmente en muchos aspectos, debe manifestarla también en punto a su idioma.

« La Sociedad Internacional de Estudios Vascos acaba de publicar, al final de su VIII Congreso celebrado durante este verano, un llamamiento que contiene unos consejos prácticos para mantener el uso del euskera. Todos se resumen en este principio difundido por Mgr. Mathieu, presidente de la Sociedad: « la mejor manera de servir al euskera es servirse de él ».

« Los vascos de Montevideo — terminó diciendo el Sr. Landaburu — deberán responder con su ayuda y su asistencia a la generosa iniciativa de las autoridades universitarias uruguayas, al crear la cátedra de la cultura vasca. No queremos que el euskera pase a ser objeto de museo arqueológico o de archivo de fonética antigua. Es un monumento vivo de la civilización humana y, a través suyo, los vascos merecen el respeto de todos los hombres cultos ».

DES AVIONS INOFFENSIFS

LES APPAREILS
QUE CONSTRUISENT EN ESPAGNE
LES CONSTRUCTEURS ALLEMANDS

Répondant, à la Chambre des Lords, à une question du vicomte Stangate, lord Reading, ministre d'Etat au Foreign Office, a déclaré :

« Selon les renseignements que je possède, le prototype du « D.O. 25 », dont les plans ont été établis par les usines Dornier de Madrid, et construit par la Société « Constructions Aéronautiques » de Séville, a accompli son premier vol le 5 juillet dernier. »

Lord Reading a précisé : « Cet avion serait un monoplan de liaison léger, à ailes surélevées, entièrement métallique, muni d'un moteur à explosion de 150 CV et pouvant voler à 175 km.-h. Il a été construit selon les spécifications établies par le Ministère de l'Air espagnol. »

Lord Reading a souligné que « les recherches aéronautiques et la production d'avions en Espagne ne pouvaient être contrôlées, ni maintenant ni après l'entrée en vigueur des accords de Paris, dont l'Espagne n'est pas signataire. »

Lord Stangate (Travailleiste) s'est étonné du fait que cinq Compagnies allemandes (Dornier, Junker, Focke-Wulf, Messerschmitt et Heinkel) et une Compagnie espagnole aient fondé une « Union Aéronautique » pour produire des avions « d'un type inoffensif », auquel le ministre venait de faire allusion.

Il a rappelé le précédent allemand, quand, entre 1923 et 1936, la République de Weimar avait, pour tourner les dispositions du traité de Versailles, fait construire en U.R.S.S., des usines d'aviation et de gaz de combat.

LIBROS de la Editorial « Ekin »

Cultura biológica y Arte de traducir, por Justo de Garate	180
Los Vascos y las Cruzadas, por A. de Lizarra	200
Argentina: Una nueva y gloriosa, por el R.P. José Cecilio Vidaurreta	120

MENSAJE DE GABON DE 1954

por el Presidente Aguirre

Euskaldunai :

Gabon'eko jaiak etxeko jaiak dira, sendi edo famili-jaiak. Askotan, urruti bizi ta urrundik etortzen diran seme ta sendeak, egun alai auetan alkarganazten dira.

Bai, Gabon'eko jaiak, bake ta batasunaren jaiak izaten dira. Baña, jai paketsu auek euskaldun guztientzat, bardin izango ote dira ? Ez, noski. Zenbat eta zenbat atzerrian daudenak ; zenbat bere aberri ta sendi ikusi ezinik, urtez-urte ; erri-min biotzetan, gure Euskadi'ren zoritxarra barru-barruan daroatenak. Ba-dira beste batzuk aurten ere, Gabon'eko jai auek espetxeetan igaroko dabezenak, beren aurretik beste ainbeste abertzale igaro zituzten bezela.

Ez dira, ez, berdin izango euskaldun guztientzat aurtengo Gabon, Eguberri ta Urteberri'ko jaiak. Zergatik ote ? Gure abertzale azkatasunik ez duelako ; euskaldunak, beren Erri'an, eskubiderik ez daukatelako, alegia.

Orain amazortzi urte dirala, Euzkadi'n sartu ziran gure arerioak, gaur eta antziñako etsaiak ; buru-egin zuten euskotarrak, lur eta itsasoan barna ; gogor eta bulartsuz, jaso ta eutsi eben euskokurriña, Erri'aren eskubidea zintzoki euki-erazi nairik eta beren burua aintzaz betetzen.

Alabaña, sur ta ke ta gorrotoz beterik, arerioak indarrez zapaldu eben gure erri maitea. Gero, danok dakizute, espetxe ta erbesteratzea, malko, naigabe, jazarpen eta eraitzea ; urte ta urteetan gañera.

Gure Erri'aren amaia zirudien. Baña ez, Euzkadi ez da il, ez eta ilko ere ; gure Erria bizi da, or dago ta bizi izango da. Eusko-sendiak beren burua jaso dape, gure asaba zarrak ainbesteetan bezelaxe.

Ala ere, ez ote dugu zer edo zer galdu ? Gure Erri'aren nortasun eta gogoa ez ote dira nastu ta zikindu atzerriaren oitura ta agintzapean ? Gure izkuntza zar eta maitagarri au, ez al da egunero indarririk galten ari ?

Baiez erantzun bearrean, ez diegu, gero, gure etsaiak erru guztia bota bear. Gure aldetik ere ez dugu noski gure eginbidea ongi betetzen. Zuk, aberkide, ze regiten dozu ? Zer, batez ere, euskeraren alde. Galde egin al diozu zure buruari, ingurukoak ikusirik, ea zure etxia euskaldun etxe ote dan ? Eta baldin ezpada, zergaitik ?

Ziñez, gure aberria gaizkatu nai baldin badugu, bera dan bezela, bere nortasun bereziaz gaizkatu bear izango dugu.

Aurtengo Gabon gabaz, su ta mai ondoan alkar zaiteztenean, ene euskaldun maiteok, danok burua zururuntz jaso ta, auxe bezelako zin edo juramento bat egin dezagula nai izango nuke gogoz : Gure Euzkadi maitea gaizkatzeko, norberak aurretik bakoitzaren etxea euskaldun egin daigun !

Zabal eta edatu, arren, asmo au, eta artu ezazute guztiok nere zorion-agurrik bero ta kartsuena, Gabon eta Urteberri-ri.

He repetido muchas veces, y no será ocioso repetirlo una más, que debemos preparar nuestros espíritus en tal forma que nuestra acción de cada día ten-

ga la misma decisión, la misma fe y el mismo empuje que si fuera la víspera de nuestro triunfo en la libertad. De aquí se deduce nuestra obligación de trabajar sin descanso cada día y cada cual según su preparación y facultades, en las múltiples facetas en que se desenvuelve nuestra lucha nacional por la libertad. Existe un deber individual como existe un deber colectivo.

En mi alocución en euskera me refiero al primero, al deber individual, circunscribiéndolo a la familia y sobre todo a quienes la rigen, recordando la significación especial de estas fiestas de Navidad, cuyo sentido íntimo de reunión hogareña tan honda tradición tiene entre nosotros. No todos nuestros compatriotas podrán celebrarlas ni en su propio país ni entre los suyos. Aprovechando estas reuniones familiares, me he permitido llamar de nuevo vuestra atención sobre el desdibujamiento de nuestra personalidad, que nuestros adversarios persiguen con táctica premeditada y como consecuencia la más grave, la pérdida gradual de nuestro viejo idioma, a lo que contribuye la trágica desidia de muchos vascos que lo ven desaparecer ante sus propios ojos, en su propio hogar. De aquí una pregunta que sale del fondo del alma y que, dicha en nuestra propia lengua, tiene aún más fuerza : **Zure etxea, euskaldun etxe ote da? Vasco, ¿ tu casa es una casa vasca? Nuestro deber individual en todos los órdenes, lo mismo espiritual que temporal, debe comenzar por nosotros mismos, por ese pequeño e incomparable mundo que es la casa, la familia. Es el reducido « tuto refugio » del que habla el Fuero de Vizcaya de 1526 para afirmar su inviolabilidad contra toda clase de violencias exteriores que atenten a la dignidad de sus componentes. El precepto que recoge una antiquísima tradición, tenazmente mantenida por nuestros padres, señala nuestra vieja preparación política y nos suele enorgullecir justamente. Pero, ¿ por qué no mostrar el mismo orgullo defendiendo la familia vasca contra su desnaturalización, en vez de permitir con criminal abandono que en su recinto dejen de oírse las voces de nuestro idioma nacional? Los que vivimos expatriados largos años conocemos el valor de los idiomas en la civilización contemporánea y su necesidad, cada día mayor, para la convivencia humana que va acortando las distancias y derribando fronteras. Pero no vemos por qué razón la práctica laudable y hasta necesaria de otros idiomas debe confundirse con el abandono del propio, tratándose en nuestro caso de una lengua que, además de ser nuestra, argumento bastante para todo bien nacido, es perfecto vehículo de civilización. Nuestro primer deber individual es, pues, el ser dignos de nuestro pueblo, dando testimonio con nuestra conducta de la sinceridad de nuestros principios, manteniendo en cada hogar un reducido, « tuto refugio », donde se mantenga incólume la noble causa de la supervivencia vasca.**

Sobre estas bases se establecerá más sólidamente la lucha por la libertad, cuyos fundamentos humanos nos hacen solidarios de otros hombres y de otros pueblos, pero que entre nosotros tiene especial fuerza para nuestro pasado his-

tórico y nuestra perenne lucha por la dignidad ciudadana. Este concepto de nuestra propia dignidad como hombres y el patrimonio de valores nacionales que hemos heredado de nuestros mayores y cuya defensa y conservación nos incumbe, a nosotros y no a los demás, son y deben ser estímulos suficientes para que nuestro deber individual encuentre ancho campo de acción, desde el hogar al trabajo, desde el grupo de amigos a las asociaciones más amplias, desde medios extensos populares a círculos más especializados o selectos, desde la labor callada hasta el arrojito público cuando sea necesario y prudente. Nuestra lucha es popular y nacional y por eso tienen cabida en ella todos los vascos que sienten la indignidad de ser tratados y considerados como pueblo inferior a quien se le impone, contra su voluntad, la ley y la autoridad. ¿ Cuándo conocimos cosa semejante en la Historia? ¿ No ha llegado la hora de acelerar la reacción vigorosa que se observa en nuestros núcleos selectos y extenderla por todos los ámbitos del país?

Todos sin excepción, cada cual en la medida de sus fuerzas, puede servir a la causa nacional. Hace algún tiempo dije que todos pueden ser resistentes en una empresa como la nuestra, pues patriota y resistente eficaz será quien se ofrezca con buena voluntad para toda labor que sea útil o contribuya a la causa de nuestro renacimiento y de nuestra libertad ; unos enseñando con su saber, otros con su ejemplo, lo mismo en el orden político que en el cultural, que en el social o en el económico. En todos los sectores de la vida vasca existe un deber que cumplir ; en el taller y en la Universidad, en el campo y en la ciudad, entre los trabajos manuales y los cuadros intelectuales o profesionales, en todas partes donde se mueven nuestros compatriotas con sus inquietudes y sus esperanzas. No basta conformarse con el fácil y repetido slogan de que el régimen es aborrecido universalmente, de que el franquismo no ha conseguido penetrar en el alma del pueblo ; no sea que, aún siendo despreciado por todos, un régimen destinado a morir haya conseguido infiltrar sus modos y sus formas malsanas de corrupción social y cívica, de amansamiento y quietismo borreguil, finalidades supremas que persiguen todas las dictaduras por medio del látigo primero y de la propaganda sin réplica después. ; Atención, compatriotas !, que el alma de lacayo es incompatible con la hidalga ejecutoria de la ciudadanía vasca. Por estas razones hay que actuar en todas partes, en forma vigilante y constante. Hay que pensar que el futuro nos pertenece, pero que debemos prepararlo desde ~~hoy~~ ^{ahora}. A este fin nada mejor que hacer el contacto con las extensas masas de compatriotas que, en una u otra forma, piensan de la misma manera, con el fin de perfeccionar el sólido bloque espiritual que se asienta sobre la protesta por el derecho conculcado y la insatisfacción de nuestro pueblo.

Repetiré también hoy lo que os he dicho varias veces, es a saber, que para lograr mejor ese objetivo es preciso impulsar nuestra organización, adscrito cada uno según sus ideas a aquella formación ideológica de su preferencia, y

todas ellas prestando su apoyo al Gobierno vasco, última expresión legítima de su libre voluntad. Comprendo bien las dificultades con las que tropezaréis quienes vivís bajo la amenaza y el temor constantes, pero sé cuál es vuestro espíritu para poder deciros las cosas con la claridad y la fe de quien os conoce. Allí donde los vascos viven en libertad, como en los países de Europa y de América, se unen y se organizan siguiendo nuestras banderas y participando en nuestra lucha. ¿A qué obedece esta unanimidad, que es en sí el argumento de más peso para todo observador juicioso que quiera saber cómo piensan los vascos? La respuesta es que estos compatriotas mantienen vuestro espíritu, piensan como vosotros, sufren y se alegran con vosotros; y como no podéis expresaros con libertad, lo hacen por vosotros. Esta es también la misión del Gobierno vasco que, al coordinar las múltiples actividades vascas esparcidas en el mundo y servir de punto de referencia por su origen y carácter representativo, mantiene la unidad política de nuestro pueblo, se manifiesta y actúa en nombre de quienes, como vosotros, no podéis hacerlo. A él corresponde primordialmente el deber colectivo a que hice referencia al principio de esta alocución de Gabon.

Quiero que este Mensaje termine con un anuncio que espero os ha de agradar. Me refiero a la convocatoria del Congreso Mundial Vasco que, en nombre del Gobierno de Euzkadi y debidamente autorizado por él, convocaré próximamente en París para celebrarlo, si es posible, en el transcurso del próximo año de 1955. Un Libro Blanco de nuestras actividades gubernamentales, desde nuestra proclamación en Guernica, resumirá nuestra labor en el País, en la guerra y en el exilio, y servirá de útil guía a cuantos participen en nuestras tareas. El Congreso reunirá a los vascos del mundo entero, que acudirán a él en su diversa capacidad representativa y las tres grandes secciones política, cultural y social-económica en que, en principio, estará dividido, serán presididas y dirigidas por nuestro Gobierno.

El Gobierno vasco estima que ha transcurrido ya el tiempo suficiente para que sea aconsejable una amplia confrontación con su pueblo, llamándolo a confiada consulta de la que el Gobierno, responsable de la política vasca, sacará provecho para su labor futura.

La idea, que ha sido acogida con entusiasmo por los vascos de América, dará ocasión para que los elementos dispersos de nuestro pueblo se encuentren después de larga separación, fundiendo los diversos matices de nuestra vida política y social en un idéntico fervor y entusiasmo por la causa común. El puesto de honor corresponderá a los emisarios venidos de Euzkadi, quienes representarán también a los que murieron por la libertad, sus compañeros de cárceles y presidios.

El Congreso Mundial Vasco, cuyos detalles se irán conociendo a medida que avance su organización, recogerá la adhesión de todos los vascos amantes de la libertad, y servirá para mostrar ante todos el vigor de un pueblo a quien la persecución y la opresión han confirmado que su destino exige la unión de todos sus hijos en la libertad democrática y en la paz.

¡Compatriotas! Nuestro pueblo ha sufrido en los últimos años en el cuerpo y en el espíritu. Al ataque violento

de los totalitarios que arrasaron nuestro suelo, ha seguido el abandono de nuestros naturales amigos, los países democráticos, arrojados una vez más en brazos de un realismo siempre corruptor y a la larga ineficaz. Nada nos debe importar para seguir nuestro camino sin vacilación, apoyados en los principios cristianos y humanos en los que se basa el bloque de la libertad entre los vascos. Fuimos y seguimos siendo leales a lo que prometimos bajo el Arbol de Guernica, y esta convicción está arraigada en el alma vasca. No es aventurado esperar que el rumbo de la situación internacional presente circuns-

tancias más favorables, principalmente en Europa, que hagan coincidir de nuevo nuestras ideas y nuestros intereses comunes. Pero mientras tanto cumplamos cada cual con nuestro deber individual. Yo os prometo que nosotros cumpliremos con el deber colectivo que nos incumbe. En esta mutua confianza y en esta determinación inflexible residen los motivos de esperanza que todos mantenemos en el triunfo de nuestra causa de libertad.

Gabon zoriotsuak danori.

JOSE A. DE AGUIRRE.

París, 24 diciembre de 1954.

Condiciones de una acción común contra el franquismo

LA CONFERENCIA DEL SEÑOR LEIZAOLA

En la sala de actos de « Force Ouvrière » se celebró la anunciada Conferencia del señor Leizaola, vicepresidente del gobierno de Euzkadi.

En sus primeras palabras, el orador señaló cómo todos los antifranquistas del exterior tenemos en común el carácter de ser exilados, y los del interior la condición común de la falta de libertad personal de ciudadanía. No es, pues, un absurdo pretender que entre unos y otros, entre todos los antifranquistas, se llegue a una aspiración concreta común y a una dirección común de la lucha, para que se acelere el momento de la caída de la actual tiranía española.

Analizó la exposición de motivos del cuestionario y luego pasó a contestar las seis preguntas que formulan en él las siete organizaciones departamentales organizadoras de la encuesta: Izquierda Republicana, Unión Republicana, Partido Republicano Federal, Euzkerra Republicana de Catalunya, Movimiento Socialista de Catalunya, Partido Obrero de Unificación Marxista, Partido Socialista Obrero Español y Partido Nacionalista Vasco.

Con relación a « los particularismos doctrinales y tácticos que impiden el paso al impulso nacional necesario para terminar con la terrible calamidad que sufrimos », tras señalar que hubiera preferido se hablase de **impulso popular**, indicó que había que llegar a unos enunciados concretos, y que se debía buscar abrir en ellos las puertas a otros sectores además de los invitantes, como por ejemplo a lo que está representado por la CNT.

El cuestionario acierta al decir que no se puede « desdeñar el análisis de factores engendradores de porvenir por estar (nosotros) vueltos sentimentalmente hacia el pasado ». De entre esos factores engendradores de porvenir, el disertante recogió de la desdichada experiencia en que desde 1914 estamos envueltos « el progresivo encadenamiento del hombre so pretexto de adelantos técnicos », « encadenamiento del cuerpo y del alma a la vez ». Fijó las etapas de este encadenamiento de la humanidad en los años 1914 (guerra mundial), 1917-18 (revolución rusa), 1922 (Mussolini), 1933 (Hitler) e hizo aplicación de sus observaciones « a la guerra que Franco nos hizo de 1936 a 1949 y a la postguerra en nuestra tierra con sus campos de concentración, sus ejecuciones capitales, sus asesinatos políticos, sus crímenes ».

Frente a un programa positivo como el de acabar con el encadenamiento progresivo, enunció como germen de la natural doctrina común que « nos comprometemos todos a imponer la salvaguardia de los derechos del hombre en todas las esferas (política, económica, social, cultural, etc.), así en sus aspectos de persona individual como en cuanto a los grupos naturales que el hombre forma: su familia, su país, su municipio, su profesión, su clase, el conjunto del área estatal, etc. ».

Se refirió con relación a este punto a las ideas de los apolíticos, aludiendo a que, en el número de la revista « Fédération » que acababa de recibir por la mañana (y cuyo primer artículo de colaboración está dedicado a los « tres descubridores », Proudhon, Sorel y Péguy) el editorial comentaba unas palabras de Vichynski cuando se negó a admitir que los casados ruso-franceses pudieran reunirse a vivir juntos: « La ley no está hecha para defender a los individuos contra el Estado sino al Estado contra los individuos ». Frente a lo cual hay que sostener que « con o sin ley escrita, nuestra comunidad ha de servir a la vez de defensa del individuo contra todos (incluso contra el posible Estado) y del posible Estado contra todos también (incluso contra los individuos) ».

En cuanto al modo de desembarazarse de los particularismos tácticos, dijo que ello apareciera en la continuación de sus respuestas al cuestionario.

Pasó a ocuparse del « mejor procedimiento o táctica a seguir en el terreno internacional », materia sobre la cual levó el contenido de la declaración política del Partido Nacionalista Vasco, de marzo de 1949. « Cristiano y demócrata, el P.N.V. ratifica su entera adhesión a los esfuerzos de las democracias occidentales para la defensa de las libertades humanas conquistadas al cabo de tantos siglos de civilización y de luchas del espíritu, y a la tarea de dar a ellas un contenido de progreso social que permita a todos los hombres una plena expansión de la personalidad en la libertad ».

Señaló cómo, en todos esos siglos aludidos, tenemos nosotros — los hombres de Occidente — algunas páginas negras (como la trata); pero que no podemos dejar de sentirnos firmemente solidarios de una ascensión que, comenzando por haber unido la herencia de la Biblia y la filosofía griega, y pasando por la creación romana del derecho, se tradujo en la secular acción del cristianismo para acabar con la esclavitud, pa-

ra emancipar a la mujer, etc., en cuya acción, nuestros mayores — de 1492 a 1522 — llevaron a todas las razas del mundo la conciencia de la unidad del género humano y de la unidad del planeta mismo.

Recuerda cómo el vasco Urdaneta descubrió en 1565 las rutas del Pacífico Norte, y hace ver cuán otra hubiera sido la carta del mundo y nuestro panorama actual si esas rutas las hubiera descubierto unos siglos antes la China, que tenía ya un imperio milenar, conocía la navegación, la imprenta... y hasta la piedra imantada germen de la brújula. Dedujo, por ello, que los hombres del Occidente europeo no tenemos por qué sentirnos inferiores en la obra de elevación de la humanidad ante ningún oriental, ni poner en duda nuestra interna solidaridad.

Pasando al tema de la táctica y procedimiento, dijo que no es materia propia de definiciones. En el orden internacional, este mundo occidental ha ido de 1945 a 1950, al desarme, y de 1950 a 1955, al rearme, sin que sepamos lo que hará a partir de 1955. Pero según tales alternativas (como las que ofrecen otros problemas internacionales), nuestros planteamientos tienen que variar.

Para una y otra necesidad — la del planteamiento táctico que dé fuerza al impulso popular interior, y la del que se lleve en el terreno internacional — sería necesario, continuó, que una Comisión en que deleguen las organizaciones actuales se encargue de la tarea de crear la « dirección común en la lucha ». Hizo constar que su propuesta que no es sino interpretación de palabras del Sr. Gordón Ordás, requiere convenir en ciertos puntos que definan la tarea de la citada Comisión. Propuso el orador algunos de estos puntos.

Se refirió al tema de las autonomías regionales, propuesto por el cuestionario, leyendo lo que sobre el particular dice la misma declaración política antes citada. Comentándola, hizo ver que el P.N.V. está dispuesto a tratar en condiciones bien abiertas — que favorecerán en todo caso el éxito de las fuerzas democráticas si son atendidas — de su cooperación a la obra común.

Refundió los dos últimos temas del cuestionario y los contestó diciendo que las garantías que han de formularse para superar « el miedo generalizado a una transición... y el temor a un futuro incierto » tienen ya existencia por los ocho puntos suscritos después de la gestión de Bevin cerca de Indalecio Prieto y Gil Robles. La significación de estas dos personalidades cubre, a juicio del orador lo que como acto político puede entenderse realizable.

El señor Leizaola, que fuy muy aplaudido, terminó con palabras de optimismo.

PARADERO

Desde la batalla del Ebro se ignora el paradero del ferroviario César Nieva Ramírez, que perteneció al batallón Guipúzcoa. Nació en Arrigorriaga en 1902 y residió en Bilbao (Ollerías Altas, 1).

SELLOS USADOS

Enfermo en Sanatorio solicita sellos usados, para colección, de todos los países.

Envíense a : S. Eguileor, Sanatorium Bligny Brilis-sous-Forges (S.-et-O.).

Visita de los señores Onaindia y Landaburu a los vascos de América

Cumplida la misión que les llevó a Montevideo, los señores don Alberto de Onaindia y don Francisco Javier de Landaburu, se han dedicado durante unas semanas a visitar las colonias vascas del Uruguay, de la República Argentina y de Venezuela, invitados por los directivos de aquellas colectividades.

En la sociedad « Euskal-Erria » de Montevideo, que había obsequiado con un banquete de bienvenida a los señores citados y a don Antonio Gamarra, el señor Landaburu fué encargado de la conferencia del « Día del Euskera », brillantemente celebrado por los vascos de la capital uruguayaya. El canónigo señor Onaindia disertó sobre « La Universidad y el pueblo » en un ciclo de conferencias organizado en el paraninfo universitario por el rector doctor Agorio con motivo de la asamblea general de la Unesco. La presentación del orador estuvo a cargo del doctor Dardo Regules, ex-ministro y líder de los demócratas cristianos del Uruguay.

En Buenos Aires, los dos visitantes fueron acogidos y agasajados por el delegado vasco don Pedro de Basaldúa y por los dirigentes de la Federación de Entidades Vasco-Argentinas. En un acto celebrado en « Laurak-Bat » con gran asistencia de público, el señor Landaburu dió una conferencia sobre « Fisonomía jurídica y cultural del pueblo vasco » y el señor Onaindia se ocupó de los « Valores morales del pueblo vasco ». Don Pedro M. de Amorrortu, presidente de « Laurak-Bat » y de la FEVA, presentó a los oradores. Las conferencias fueron seguidas de un concierto coral por la agrupación « Lagunonak », que dirige el P. Mallea, y por una magnífica exhibición de danzas vascas. Luego se celebró una cena a la que acudieron los directivos de las organizaciones vascas y varios centenares de compatriotas.

Los vascos residentes en Caracas recibieron con igual entusiasmo a los dos visitantes. En el aeropuerto de Maiquetía les esperaban el delegado don Ricardo de Maguregui y representaciones de todas las asociaciones vascas que funcionan en Venezuela. En los pocos días que duró la visita se celebraron diversas reuniones y varios actos de homenaje. El sábado, día 18, el señor Onaindia dió una conferencia en el salón del Centro Vasco y el señor Landaburu disertó al día siguiente en el mismo lugar sobre « Perspectivas vascas ». Las dos conferencias fueron escuchadas por un público muy numeroso y estas concentraciones de compatriotas dieron lugar a animadas fiestas en el espléndido edificio social de los vascos de Caracas.

El señor Onaindia habló el día 21 en la Casa del Escritor sobre « Misión y técnica del periodismo » y su conferencia fuy muy aplaudida.

El viaje de nuestros amigos por las tres repúblicas americanas ha suscitado grandes manifestaciones de adhesión al gobierno de Euzkadi y a la causa del pueblo vasco. Este entusiasmo se ha concretado en los trabajos de preparación del Congreso Vasco Mundial, para lo que ya se están constituyendo comisiones en los países reeferidos.

Los señores Landaburu y Onaindia

han realizado también visitas de agradecimiento y de cortesía a personalidades que en cada uno de esos países vienen apoyando la causa democrática vasca y facilitando el desenvolvimiento de las colonias vascas en aquellas repúblicas. Entre las personalidades visitadas figuran don Luis Batlle Berres, presidente electo del Uruguay, don Justino Zavalá Muniz ministro de Educación Nacional de la misma república y presidente de la Octava Conferencia General de la Unesco, y otras varias personalidades civiles y eclesiásticas de Montevideo, Buenos Aires y Caracas.

Sobre una supuesta amnistía

Don Félix Gordón Ordás, presidente del Gobierno republicano español, nos envía la siguiente nota :

« Se venía comentando desde hace algún tiempo en los periódicos la noticia de una supuesta amnistía general otorgada por el Gobierno de Franco a los refugiados políticos. Su Embajador en París ha aclarado el verdadero alcance de la medida. Se trata únicamente de autorizar a los exilados para ir a España de visita empenándose la promesa de que se les permitirá después libremente la salida, hasta en aquellos casos en que los interesados estén sujetos a proceso. Esta aparente generosidad tiene un fondo esencialmente político. Al Gobierno de Franco le preocupa cada vez más la existencia en el extranjero de un poderoso núcleo de exilados republicanos, acusación permanente contra su tiranía, y desea acabar con el carácter de esta emigración. Y se le ha ocurrido para ello el sencillo expediente de lograr, mediante el permiso de entrada y salida en España, que esos exilados soliciten y obtengan pasaportes en sus Consulados. De esa manera quienes acudan al llamamiento reconocerán la legitimidad del régimen franquista y dejarán automáticamente de ser refugiados políticos para convertirse en simples miembros de la emigración económica española. Conviene que todos los exilados estén prevenidos contra el alcance de esta maniobra y piensen, antes de decidirse a aceptar la invitación, en los graves peligros que este automático cambio de naturaleza acarrearía en su actual situación en el extranjero y también en el quebranto que su acto produciría a la causa de la República ».

EN VENTA EN « EUZKO DEYA »

Estampas vascas, Constantino del Esla	240
Rosas de Nínive, por Gabriel de Biurrun Garmendia	100
Con los Alemanes en París, por Pedro de Basaldúa	200
El Ritmo de la Epoca, por Olarso	100
La Atracción del Crepúsculo, por Olarso	100
Retablo vasco, por Olarso	100
A la Sombra del Aitzgorri, por Olarso	240
Principales Conflictos de Leyes en América actual, por Jesús de Galíndez	150

Breves noticias de Euzkadi

En Sestao se inauguró un alto horno capaz de producir 400 toneladas diarias y que viene a sustituir a otro que lleva producidas 753.000.

— Un transilvano, hijo de alemán y de húngara, que estaba encarcelado en Vitoria como desertor del Tercio, renunció al protestantismo y se bautizó y comulgó.

— En el cruce de Olacueta, un camión que iba a Madrid con bobinas de papel para el diario « Pueblo », patinó y, voicó, yendo la carga a parar contra la casa de Manuel Garitagoitia. Las habitaciones de dos pisos se desplomaron sobre el camión.

— Por haber bebido un ácido creyendo que era vino, murió en un garaje de San Sebastián el empleado Antonio Cortés, de 60 años.

— Domingo Gaztañaga Guridi de 40 años, fué de Mondragón a Vitoria para pasar el día en casa de su hermana. Asomado a una ventana del sexto piso, se desvaneció y cayó a la calle, muriendo poco después.

— Desde que el Seguro de Enfermedad paga las recetas de antibióticos, en Vizcaya se hace un gasto mensual de 200.000 pesetas por este concepto. La consecuencia es que la estreptomocina ha ido escaseando hasta desaparecer totalmente de las farmacias.

— A título póstumo se ha concedido la Cruz de Beneficencia a José Olaizola y José Uría, jóvenes vecinos de Iraeta-Cestona que perecieron al salvar de las inundaciones un autobús de viajeros.

— En un concurso de loros celebrado en Barcelona llamó la atención un ejemplar que cuenta hasta diez en euzkera. Pertenece a un marino de Ibarregue-lua.

— Con 250 pesetas de multa y seis domingos de arresto, fueron castigados diez vecinos de Zorroza que, en un partido Zorroza-Ortuella, trataron de arrojar a la ría al árbitro y a los jueces de línea.

— El tren de Las Arenas mató al joven Gregorio Arranz, de 21 años, que desde el apeadero de la Universidad de Deusto estaba presenciando un partido que se jugaba en el campo de la Universidad.

— El dentista don Carmelo Balda y el arquitecto don Fausto Gaiztarro han sido condecorados por el Ayuntamiento de San Sebastián con la Medalla de plata de la ciudad, por sus respectivas intervenciones en la organización de los campeonatos internacionales de pelota y de tiro de pichón.

— Jugando a la pelota en el frontón de Villaba, murió repentinamente en la cancha el pelotari amateur José Zubietta, del valle de Larraun.

— En el campo de fútbol de San Ignacio (Bilbao) el árbitro expulsó en el curso del partido a un jugador, y al entrar éste en la caseta sorprendió a un ratillo de 18 años que se disponía a salir con todos los relojes, carteras, estilográficas y dinero de los 22 jugadores.

— En una iglesia de Pamplona se han casado un novio de 75 años y una novia de 19.

— En Portugalete se bendijo un submarino de bolsillo que ha ideado el buzo Bermúdez. Tiene 6'55 metros de longitud, 1'55 de perimetro máximo y 3.500 kilos de peso. Seis obreros lo han construido en siete meses.

— En un mes se instalaron en Pamplona 25 familias más.

— En San Sebastián en la esquina del Hotel de Londres, el viento derribó a don Ramón Echeverría, arrastrándole en seis metros y dejándole con lesiones y casi sin traje.

— En las quinielas de fútbol de San Sebastián, don Salustiano Loinaz ha ganado 277.448 pesetas. El año pasado ganó 478.000 pesetas en otra quiniela.

— En Bilbao falleció el abogado don Eliseo Migoya, que fué director de la Caja de Ahorros Municipal y director general de la Deuda.

— En La Basconia se inauguró un tren de laminación adquirido en Francia en treinta millones de pesetas.

— En Pamplona se puso la primera piedra de un convento de monjas destinado a una comunidad argentina.

— En Bilbao, en un almacén de frutas de la Ronda, apareció instalada en un huacal de plátanos canarios una langosta de siete centímetros, que todavía vivía después de un viaje de diez días de Tenerife a Bilbao.

— A los 97 años ha fallecido en Villatuerta (Navarra) el médico don Francisco Balda, que fué consejero foral.

— Se ha inaugurado en Bilbao el cine Colón, que hace el número 21 de los de la villa y el 24 de las salas de espectáculos.

— En Vitoria, a la entrada de La Florida, frente a la puerta lateral del Instituto, se va a levantar un monumento a la memoria del explorador Iradier, cuyo busto será costeado por don Lázaro Ramírez Escudero. El pedestal será de piedra del Muni, territorio explorado por Iradier, y en su trazado intervendrán los arquitectos Ascasibar y Apraiz.

— En Bilbao fué bendecido el monumento a la Inmaculada erigido en los jardines de Albia. El alcalde Zuazagoitia pronunció un discurso.

— También en San Sebastián han llegado a ver un platillo volante, aunque con bastante retraso porque en Irún, en Cestona, en Hernani, etc. ya lo habían visto mucho antes.

— El monumento erigido en los jardines de la Taconera a la memoria del violinista Sarasate apareció el día de Santa Cecilia con unas inscripciones en tinta negra que decían : « ; Pobre Sarasate ! ; Qué pago ! ; La vergüenza de Pamplona ! ».

— Se trabaja con toda actividad en la construcción de un túnel que es el complemento necesario para dejar terminado el plan de doble vía en los Ferrocarriles Vascongados, entre Bilbao y Lemona, cuyas obras se espera queden terminadas dentro del próximo año.

— Ha sido concedida la Medalla de Oro al Mérito en el Trabajo al finado don Victor Artola, que fué director general del Banco de Bilbao.

— El Banco de Vizcaya ha nombrado consejero a don Tomás de Bordegaray, director general del establecimiento.

— En Montemuru (Estella) ha aparecido un depósito de municiones que data de las guerras carlistas.

— El Banco de San Sebastián ha ampliado su capital en diez millones de pesetas : a cada dos acciones antiguas corresponderá una nueva.

— La Audiencia territorial de Pamplona confirmó la sentencia del juzgado de

San Sebastián que declara prescrita la obligación que la Sociedad del Kursaal tuvo de construir una carretera hasta Mompás.

— En una visita hecha a las canteras de Almandoz (Baztán), el geólogo señor Acha ha examinado el mármol que se extrae de dichas canteras y ha manifestado que su calidad es comparable en muchos aspectos al mármol de Carrara.

— El ministerio de Obras Públicas ha aprobado el expediente de obras de mejora del abastecimiento de aguas a San Sebastián por unos 73 millones de pesetas.

— El consejo de ministros aprobó el expediente de ampliación de la Escuela de Armería de Eibar, que costará más de siete millones y se terminará en tres años.

— La Diputación de Guipúzcoa entró en el despacho presidencial la imagen de la Virgen de Aranzazu y después fueron todos los diputados en peregrinación automovilística a visitar a las ocho ingenies coronadas canónicamente que hay en la provincia.

— En Vitoria se inauguró el salón cine Amaya, en los bajos de la esquina Paz-Olaigibel. Es propiedad de la Caja de Ahorros Municipal y tiene 900 localidades.

— Después de más de medio siglo de actividad profesional, se jubiló Primitivo Onraita, director de la banda municipal de txistularis de Vitoria. Se le dedicó un homenaje y se acordó pedir la creación de una clase de txistu en el Conservatorio.

— En Bilbao se va a dar a una calle el nombre del periodista irunés Juan de la Cruz, que allí dirigió « El Pueblo Vasco ».

— Javier Robles, médico de Villanueva de Valdegobia, regresaba en moto de visitar a un enfermo de Gurentes. Tropezó con una piedra y cayó, muriendo poco después.

— En Baracaldo, en el barrio La Familia, un obrero estaba amenazando de muerte a todo el mundo con una navaja barbera. No viendo otro modo de desarmarle el carnicero del barrio le tiró a la cabeza un ladrillo refractario. Heridas de pronóstico menos grave.

— Un demente fugado del Sanatorio psiquiátrico San Francisco Javier avanzó sobre Pamplona y, al llegar al puente de Burlada, se encontró con un transeúnte y le dió una paliza. Finalmente fué detenido e internado.

— Por cuestión de una muchacha rieron en una taberna de Landa (Alava) Antonio Bonomez y Andrés Arenas. Este dió a su rival una cuchillada en el pecho. Muerto en el acto.

— En Vitoria, un muchacho escaló por el patio de una casa de la calle de Bergamin, subiendo hasta el tercer piso y entrando por la ventana del cuarto de baño. En la habitación contigua dormía una anciana de 80 años, que acudió y le sujetó por el brazo, pero el mozo se desprendió y se tiró al patio, resultando ileso. Parece que está perturbado.

— Víctima de un accidente de auto, falleció en San Sebastián, a los 68 años, el ingeniero de minas don Joaquín Mendizabal Gortazar, conde de Penafloreda, descendiente de los fundadores de la Real Compañía Guipuzcoana de Caracas y de la Real Sociedad de Amigos del País.

— En una fábrica de Zarátamo, el obrero Pedro Tejedor, de 40 años, asesó varias puñaladas a la obrera Doro-

tea Ayesta, de veinticinco. Enterado de ello, un primo de Dorotea, que trabajaba en la misma fábrica, arremetió contra el agresor que retrocediendo, metió la cabeza por una vidriera. La agredida y el agresor fueron trasladados al hospital; ella grave y él menos grave.

— Al cabo de dieciséis años se ha averiguado que Demetrio Ubiaga, vecino de Orduña, es quien el 28 de junio de 1938 arrojó una bomba contra una choza, matando al pastor que la ocupaba.

— El ex-torero vizcaíno Jaime Noain, que ahora vive en Madrid y comercia en lencería fina, ha ganado dos millones y medio de pesetas en la lotería de Navidad.

— Cerca de Olazagutia patinó un auto que venía de Madrid y chocó con un camión parado, quedando empotrado en él. Todos los ocupantes del auto, que por cierto eran vecinos de Villafranca de Oria, resultaron heridos; el notario de dicho pueblo, levemente; don José María Araneta recibió 28 puntos de sutura en el cráneo; su hermano Pablo y don Mariano Galarza, que conducía el vehículo, resultaron con varias fracturas.

— En Bilbao han fallecido: doña María Magdalena Altube, viuda de Botella, de 79 años; doña Consuelo P. Seisdedos, viuda de Manuel Mendoza, de 86 años; don Elvira Salcedo, viuda de Francisco Montero, de 80; don Jesús Maturana, de 63; doña Gregoria Arana, viuda de Angel Schmidt; doña Rosario Acha esposa de Enrique Alber; don Jesús Aróstegui, de 75; doña Jesusa Sologuren, esposa de José L. de Eguidazu, de 64; el presbítero don Cristóbal Ortiz, de 89; doña Jesusa Acha, viuda de Tomás García Pardo; don Pedro Beitia, de 48; doña María Arechavaleta, de 72; el presbítero don Nemesio Gallastegui, de 61; don Martín de la Torre, de 82; Martín Iturri Rodríguez, de 27; doña Valentina Vegas, viuda de Alday, de 72.

— En Las Arenas: doña Francisca Zarragoitia, esposa de José J. Ardanza; don Domingo Ezpeleta, de 86 años; don Simón Rotaache, de 85; doña Fermína Orbe, viuda de Enrique Arteta, de 74. En Portugaleta: el doctor Rodríguez Nogales, de 66. En Erandio: doña Flora Zarandona, viuda de Manuel Sangroniz de 74. En Plenicia: don Daniel Bengoechea, de 64. En Zalla: doña María Ibaruchi, viuda de Facundo Olano, de 78. En Nachitua: don Antonio Arguindona, de 92. En Berango: don Domingo Aguirremota, de 68. En Baracaldo: doña Marcelina Barañano, viuda de Benito Sasía, de Carranza: don José Ruiz Orcasitas, de 78. En Yurre: doña Casimira Arguiñano, viuda de Pedro Jáuregui, de 81; don Claudio Atucha, de 67. En Valmaseda: don José María de Zulaica, En Ondárroa: don Pedro Maiztegui, de 74.

— En Pamplona han fallecido: doña Felisa Urbina, viuda de Almarza; doña Estefanía Ansa, viuda de José Azanza, de 78; don Luis Erice, de 72; don Pedro Zozaya, de 68; doña Brígida Blanco, viuda de Javier Los Arcos; don Nicolás Ablanado; don Juan Urdaniz, de 35; don Isidro Garde, de 71. En Estella: don Miguel Sanz de 86. En Tafalla: don Juan Orzanco, de 68. En Urdax: doña Agustina Migueltorena, viuda de Angel Echenique, de 89. En Dicastillo: don José Garnica, de 57.

— En San Sebastián han fallecido: doña Margarita Lecea, viuda de Alejandro Mendivil, de 71 años; don Antonio

Luzuriaga, de 51; doña Josefa Arregui, viuda de Santiago Ugalde, de 84; don Máximo Bandrés, de 56; don Emilio Casaus, de 69; don Miguel Berasategui, de 58; doña Lucrecia Mújica, esposa de Amador Ayerbe; doña María Justa Tejada; doña Modesta Lazcano, viuda de Nicolás Zubizarreta; doña Catalina Arregui, viuda de Arruti, de 90; doña Dominica Elola, viuda de Tomás Aizpúrua, de 71; doña Concepción Illarramendi, esposa de Carlos Balanzategui, de 47; el general don Javier Azpillaga, de 86; doña María Sala, viuda de Obanos, de 87; don José Sarasola Azurza, de 57.

— En Mondragón: don Mariano Montiano, de 72 años; doña Angela Uribe, esposa de Modesto Zulueta, de 58. En Vergara: el presbítero don Rafael Uzcanga, de 77; doña Carmen Ochoa, viuda de Muñoz, de 54; don Luis Gallastegui, de 51; doña Consuelo Arregui, viuda de Luis Mújica, de 41; doña Asunción Ena Larrañaga, esposa de Víctor Gallastegui, de 29; doña María Murguindo, esposa de J.M. Aseguinola, de 47. En Eibar: don Fernando Unceta-Barrenechea, de 45. En Motrico: don Modesto Galarraga, de 69. En Zarauz: don Víctor Amilibia de 75. En Usurbil: el presbítero don José Francisco Errasti. En Gaiza: el presbítero don Nicolás Zubeldia, de 64. En Zaldibia: Miguel María Arrese, de 23. En Oria: don José Mendiola, de 67. En Tolosa: don José León Salsamendi, de 66. En Oyarzun: don Bruno Lecuona, de 58. En Rentería: don Ignacio Ibarreche, de 60.

— En Vitoria han fallecido: doña Julia Buesa, viuda del que fué alcalde de la ciudad don Odón de Apraiz; doña Rosario Orbegozo, de 90 años; el teniente coronel don Alvaro Bazán Guisasaola, de 76. En Elciego: don Carlos Hurtado de Amezaga y Caballero.

— En Madrid falleció doña Mercedes Olaso, esposa de Rafael Allendesalazar, condesa de Tovar. En La Coruña: don Enrique Orbe, cuñado del alcalde de Bilbao. En Morón de la Frontera (Sevilla): doña Angela Ayestaran, viuda de Avelino Martínez Reig.

Orixe gurean

Joan dan ostiralean, egundoko argialdia sartu zitzaidan nere etxeko atetik aurrera. Gure etxean, sarri degu atea. Amara'tik gertu bizi nazazue. Azkoiti-aldeko ta Debar-jendea noiznai atejoka degu.

Baña lengo egun ortan, arrai aundia sartu zitzaigun barrura.

Ate-tirriña da. Zoaz irikitxera.

Neskatzak iriki du atea. Ni nere lanmaian idazkiñari eragiten. Itz-otsa... Nor ete?... Ate-zirristotik gizon bat begizatut det. Aren mintzoa... Jaiki naiz biziro.

Kaxo, Orixe? — Siñistu ere ezin. Ameriketari betiko galdutzat jotzen genuen gizona, gure begien aurrean! Besobizkarrak luzaro ta estu korapilotu genitun. Mutil-berrituta dator idazte yayo, erreuma-aitziki batzuk gora-bera. Argalagoa, baño itxas-kolore ederrez birloratua. Asmoak ere ez ditu atzertuak. Lanerako kumen eta gose badakar. Betor urte luzetarako gure artera!

BNE.

DONOSTIKO EUSKAL NEGUA

Donosti, udazale-usaia galdu ezker, euskal-aide oxkirriz betetzen asi zaigu. Euskal-ikastolak, lanean dira berriro. Jende ikasi-arte, askotxo ez izan arren, gure izkuntzak ba-du txoko goxo bat. Oargui'n ere txuloa egin du. Gañerontzeko ikastolak aurr-erakusketa ederra darabilte. Campin-baitan, beste talde txoko bat mintzoa urratzen ba-dabiltz. Gaur amabost urte ez genun orrellako amesik. Poztu gaitez onenbestez.

Bouda jaunak ikastaro polit bat eman zun Aldundiko idaztitegian. Pantzeraz, bere idazlanetan eman dizkigunak, aita-tu zizkigun. Gure Euskerak, Cauca eta Tibet-aldeko izkuntzekin lokarriren bat ote-dun.

Urkixot'ar Julio jaunaren izenpean sortutako Azitegiak, ba-du orain bere Lan-batzordea. Aldizkingi berri ornitua-go bat euskeraz atera-asmotan dira.

Joan dan ostegunean, illero bezela, an giñuzun Aldundiko liburutegian. Elo-segi jaunak ariketa xalo ta xaltza bizibizian, egundoko mintzaldi atsegifa jakiki zigun. Ura gai polita! Ura esakera ta imintzio jatorra! Ezpañak miatzuz atera giñan areto artatik.

Euskalzaiñak urrengo egunez batu ziran. Bi euskalzain berri ditugu. Arrue'tar Antonio, ta Lojendio Joxe Mari, legegizonak. Bestaldekoak ditugu, baño euskalzale benetakoak. Ez gaude ifior uxatzeko. Guzian bearra duke gure mintzo zarrak. Bizkai'tik datozenak, ango Euskaltzaindi - etxean egin dituzten apainetak konta dizkigute. Beste zema-ti arazo ere, aztartu zituzten.

Ta orain bemaigu Jaunak gure lan ontan etsi-gabe jarraitzeko kemen eta bizia. Guk dirauguneño, bego bizi gure Euskera. Geroak, gure alegifen ondorioa jaso beza!

ITZALPE.

Unión Federal de Izquierdas Republicanas

El Consejo nacional del Partido Republicano Federal acordó recientemente adherirse a la Unión Federal de Izquierdas Republicanas, cuyo Consejo Directivo ha constituido, en consecuencia, su Comisión Permanente en la siguiente forma:

Presidente: D. José Maldonado, de Izquierda Republicana.

Vicepresidentes: D. Marín Gazo, de Unión Republicana, y D. José Martí Fedec, del Partido Republicano Federal.

Secretario general: D. Arturo Ortega, de U.R.

Vicesecretario: D. Emilio Reinares, de I.R.

Tesorero: D. Ricardo Carrillo, del P.R.F.

Vocales: D. José Ballester, de I.R.; D. Maximiliano Martínez Moreno, de U.R.; D. Francisco Mactá, del P.R.F.

EUSKAL = ORRIYA

EGUNEN BIDEAN

«Euzko-Gogoa». — Eskuetaratu zai-gu aldizkari begiko onen aurtengo 3 ta 4 garren zenbakia. Beti bezela euskera ussez egiña datorrigu, olerkiz eta itz-lauzko lanakaz josirik eta azkenengo euskel-liburu berrien albistea ematen.

Lenengo orritik azkeneara ongi ja-rraitzen dio bere elburuari, euskera za-bal eta sakonetara gero ta geiago sar-arazten. Bide egokienetakoa gure auzia aurrera eramateko, bertan euskaltzale guztiak alkarganatu ta bearrezkoa zai-gun lana bear dan bezela guztion artean burutzeko.

Asko dira lan ori alperirik egiña dala-koan daudenak; ezinheko elburu baten atzetik gabiltzala. Geron aldetik, ordea, zalla bai baña bearrezkotzat euki bear; ezinbestekoa ta gure eginbideetan nagusi-ena.

Besteen aburuz gañetik, bada, bete dezagun gerok gure egin-bearra!

«Luberri». — Donosti'ko «Real Socie-dad Vascongada de Amigos del País» deritzatzen, beraren aldizkariaren eras-kin baten antzo, nekazarientzako beste aldizkari berezi bat argitaratu digu, «Luberri» izen egokiaz.

Erdia euskeraz eta erdia espāñeraz, poliki egiña azaldu zaigu, nekazaritzan lan egiten ari diranentzat gai garran-tzitsuz josirik.

Aspaldidanik gure lugiñak lurra sara-tzen ta labakitzan duten bezela, aldiz-kariaren egileak, aien bizi ta lan egi-teko era atzeratuta diralakoan egonik, gaurko eraz berritzeko bide bereziak erakutsi nai diete alegia.

«Irakastera» datozela diñote itzau-rraan, arrokeririk gabe ala ere. Eta «Luberri» izenez, baserrietan egiten ari diran lanak berritzea adierazten dan bezela, izena bera orrezaz izendatu nai izan dute gilleak, gure baserria berrit-zeko asmoz atera duten aldizkari berri ori.

Asmo onak, gure baserritarrentzat onuragarriak izan ditezela biotzez opa diegu, auei eta aldizkariaren egileai ere.

«Euzko Langillien Alkartasuna» ren orokidaxtia. — Ander Guren'aren egu-nean adionez, gure langillen eguneko egiña, gurari onenekin agur begikoa bialtzen digute Alkartasun onen artez-kariak Biarritz'etik, beren idazki ontan.

Orren ondoren, ildako ta espetxeetan dauden langilleenganako oroipen maite-korra, biotz-biotzez egiñik, adoretzu agertzen zaizkigu etorkizunaren zai.

Eta amaitzen ari dan urte onen bar-na, Alkartasun'aren bizia, berezi ta zeatzeez, azaltzen digute.

Benetan poztutzen gaitu gure langil-leen bizi umotu onek, eta geuk ere, berak bezela, biotzetik sortzen zaigun «aurrera» ozen bateaz, gure agurrik gartsuenaz gogoz yardesten diegu Al-kartasun'eko guziaz, berendan gure Erri'aren itxaropen aundienetakoa da-tza-ta.

Euskel antzerkizuna. — Joan dan illean, Tomas Guren'aren egunean, Do-nosti'n jokatu egin da aspaldi xamarre-ko antzerki polit bat: «Andre Joxepa Tronpeta», Altzaga tar Toribio jauna-rena.

Tomas Guren'aren eguna beti jai aun-dikoa Donosti'n... eta ango «jatorrak» ezin bear dan bezela ospatu gabe ego-tea.

Uri artako Udala'k duen euskeraren

eskolako ikasleak izan ziran antzerki-lari trebeak, eta esan digutenez egun-dañoko ondoen jokatu zuten guztiak.

Eta antzokia bete-beterik. Jakifa: antzerkilea, aipatuenetako; antzeztu zutenak, berdin; jokatzekoa, antzerki ezagun eta atsegiña; eta guzti ori ikus-teko egarri dagoen ainbat giza-seme,... arritzekorrik ez orrenbeste entzule ber-tan biltzea. Auxe guretzat beste guztia baño atsegiñago: euskaldunak euske-razko gauzen zai, irrikitzen beti dau-dela ikustea.

Beraz, auxe onela izan-da, zergatik ez sarriago orrelako antzerkizunak? Ba-dagoz antzerkiak, antzerkilari era bai, amaika lagun antzerki oiek ikus-miñez. Nun ote korapilloa? Azkatasunik ba-lego!

Euskeraren Eguna

Iragarrita zegoen bezela, joan dan illearen lenengo igandean, 5 garrenean, ederki ospatu zan Paris'en gure izkun-tzaren eguna; auxe, 3 garrenekoa, gure Xabier Done'aren eguna bera izanik, urrango jaira aldatu zan euskaltzale geienen egokitasunagatik.

Izleriak egokiro azaldu ziguten euske-rarenganako bakoitzaren zaletasuna; umetxoak, totelka-motelka, beren otoi ta ipuñiak; neskatsa bikun arek, ezteki beren abestian; «Gernika» taldea, beti bezelako antzungarri; orobat txis-tuak, areto ura txikititu zuten ainbeste gizaseme alaitzen.

Eta, amaitzeko, Meza; illeroko eus-kaldunentzako Meza berezia; bertan Xarriton gure apaizak ederki goratu zuen gure-gurea dugun Ludi osoaren Guren yaukalnetakoa, euskaldun Xa-bier Gurena.

Aitarengandik, Goiko-Naparroa'koa gure Done au, gaurko mugaren be alde-koa; amarengandik, berriz, Be-Napa-rrroa'koa, muga beraren goi aldekoa. Biengandik, gurasoengandik, euskaldun jatorrenetakoa. Gure-gurea beraz, ja-torritz, jaiotzez, izatez. Euskeraren zain-dari ederra, euskaldun Gure au! Otoi egin dizaiogun gure mintzoera eder au zaindu dizaigun!

Gure jai artan, neskati begikoak orri batzuek banatu zizkiguten, euskeraren zabalkunderako egiñak, gure zabarkeri nabaria adionez astintzen.

Irakurri ezin izan dituztenak ezagun ditzaten, urrangoan igekitzen dugu ber-tan esaten zana:

«EUSKERAREN ERAILLEAK»

«Nor ote dira? Ez ote naiz, ni ere, euretako bat? Aztertu dezagun gure burua.

Azterketa. — Orain ogei urte, eun milla euskaldun geyago ziran, gaur ba-ño. Ez ote naiz, ni ere, euskera galdu duten oyen arteko? Euskera jakin eta euskeraz mintzo ez, euskeraren eraille izatea da.

Irakurtzen al det euskeraz? Zenbat euskel-liburu ote ditut nere etxean? Zenbat euskel-aldizkari artzen ote di-tut?

Euskeraz jakin eta euskeraz irakur-tzen ez duena, euskeraren erailia da.

Nere etxian egiten al da euskeraz, ta batez ere, nere aurrak mintzaten al dira euskeraz? Nola diot bada, euske-

rea, bizitzia nai detala, nere aurreri eus-kerea erakusten ez badiet? Ez al naiz neroni, euskeraren erailia?

Erabakia. — Gaurtik aurrera, euske-rari lagunduko diot mintzatzu, irakurriz, idatziz, aldizkari eta liburak erosiz, ta batez ere, nere aurreri erakutsiz eta mintzatzu.

Otoi. — Orri au kopia ezazu bost edo geyo aletan eta zabaldu zure ezagunen artean, idazten diezunian, ikusten ditu-zunian edo beste egokera batian. Egizu au, bein, bi bider eta al dezunian.

Euzkotar, ez adi Euskera'ren eraille izan.

PARIS'EKO «ESKUALTZALEEN BILTZARRA»

Aurtengo ikastaroaren bigarren itzal-dia entzutera, joan dan illearen 10 garre-nean erdu giñan.

Irujo tar Imanol jauna genuen izla-ri; «Kampion dar Arturo jauna ta Eus-kel-Lege Zarrak», gaia.

Berandu kamar asi zala-ta, izleriak gertatukoaren erdia baño ez zigun eman al izan, Kampion jaunarekikoa.

Auxe Naparroa'ko, Irujo jauna napar-tarra ere, ongi ager-erazi zigun min-tzailleak, idazle aipatuaren lana zein ederki ezagutzen duen.

Kampion'en bizitza Euskalerr'i'ari opa-riz eskeiñirik, Naparroa'ren seme zintzo ura, eten gabe ari izan zitzaigun bere Erri'aren alde sortutako asmo, bazkun eta ekintza guztietan. Irujo jaunak esan zigun bezela, «Euskalerr'i'aren alde» izan zan beti bere goiburua; beraz eus-kaldun guztiok eredutzat eukitzeko ego-kienetakoa.

Oi dan bezela, itzaldi ondoren, ara nun azaldu ziran galdera ta iruzkiñak. Eta Kampion jaunaren lan berezienetakoa euskeraren aldekoa izanik, euskera zala ta ez zala, gai oni atxitu zioten mintzo ziranak.

Berriro, euskeraren egokera larria ta bera gaizkatzeko bakoitzari egoki-ena zer-ritzaiona esanez, bero ta leiaz azaldu zituzten bildutakoak orren buruz bar-nean daramazkiten kezka ta urduritasu-na. Auxe bai dala beti, gero, guretzat benetan pozgarri ta asekorrena: eus-kaldun lagunak kardaba eder orregaz ikustea. Izkuntzaren atzerakadaz min-durik dagoena, orra or beraren lagun eta eusle yaukalena, Orrela, gero ta geiago, euskel-biotzetan izan baledi!

Itzaldiaren bigarren zatia, «Lege-Zarrak edo Fueroak», gerorako utzi bear azkenez, len esan dugu bezela; al-de batetik berandu asi ta, gero, ainbe-ste galderai so-egin bear izan ezker-o. Bazkun'aren lendakari jaunak agindu zigunez, bigarren atal ori entzuteko, mu-gonez jakineraziko digute eguna. Eta gure Erri'arenganako gai ori orren garrantzitsu dalarik, urduritsu geratu giñan guztiok, bera orren ederki eza-gutzen duen Irujo jaunari berriz entzu-teko.

Datorren illerako itzaldia, Ibarrondo jaunak 14 garrenean izango dala ira-garri zigun. André Madré kolonel jau-nak emango du, Euskalerr'i'aren bizia-ren buruz.

Le Gérant: Albert PRIEUR

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier — PARIS (IX)